

Depuis 1928, le seul hebdomadaire de langue française en Alberta

Le Franco

Vol. 32 no 42

Edmonton, semaine du 13 au 19 novembre 1998

16 pages

60c

Publication du rapport sur la gestion francophone à Calgary

NATHALIE KERMOAL

Edmonton

Le rapport sur la gestion de l'éducation francophone à Calgary a été rendu public le 4 novembre dernier. C'est après avoir rencontré le personnel et les parents des écoles Sainte-Marguerite-Bourgeoys et Queen's Park, les membres du Conseil de coordination, les conseils d'école, les deux conseils scolaires anglophones de Calgary et d'autres membres de la communauté de la région que Maître John Moreau de Calgary, nommé facilitateur en juillet dernier, a remis son rapport auprès du ministère de l'Éducation.

Il avait pour mandat d'aider la communauté francophone de Calgary à développer une compréhension commune de la question. Dans son rapport, le facilitateur ne fait pas de recommandations précises, il s'en tient exclusivement à présenter les divers points de vue et à constater les divisions au sein de la communauté.

À Calgary les conseils scolaires catholique et public, en collaboration avec le Conseil de coordination du Centre-Sud, gèrent les programmes francophones de la région de Calgary. D'une part, le Conseil de coordination a demandé qu'une autorité régionale francophone soit établie pour administrer ces programmes. D'autre part, certains membres de la communauté francophone de Calgary veulent maintenir le système actuel.

Les partisans au projet « sont d'avis que la communauté francophone de Calgary est un des derniers lieux au Canada où les parents visés par l'article 23 ne peuvent toujours pas exercer la plénitude de leur droit constitutionnel à la gestion. Ils estiment également que la lenteur des autorités à acquiescer à la requête du Conseil de coordination peut seulement s'interpréter comme un déni délibéré d'un droit constitutionnel fondamental des parents visés par l'article 23 qui résident

dans la région scolaire francophone du Centre-Sud ».

Les opposants « au transfert immédiat à une autorité régionale ont répété qu'il était nécessaire d'effectuer une évaluation des incidences scolaires du modèle de gestion. Une telle évaluation devrait notamment inclure les résultats du rendement scolaire, le nombre d'élèves recevant de l'aide dans les classes-ressources, le taux de renouvellement du personnel et des élèves au fil des années, ainsi que les rapports financiers et les prévisions budgétaires à long terme pour les districts concernés. Les parents ont par ailleurs suggéré que le transfert

ne devait se faire qu'après une étude de faisabilité déterminant s'il conviendrait de créer un conseil francophone catholique et un conseil francophone non-confessionnel ». D'autres trouvent qu'on accorde « trop d'importance à l'expérience d'Edmonton en matière de gestion, l'argument étant que la communauté francophone d'Edmonton est beaucoup plus enracinée que la communauté francophone de Calgary ».

Rappelons simplement que la Charte canadienne des droits et libertés accorde aux parents, dont la première langue est le français, le droit constitutionnel de faire éduquer leurs enfants en

français là où le nombre le justifie. En Alberta, plus de 1800 élèves francophones sont inscrits à des programmes gérés par des autorités régionales francophones. En 1987-88, 1 500 élèves étaient inscrits à des programmes gérés par des conseils scolaires catholiques ou publics, y inclus les quelque 640 élèves de l'école Sainte-Marguerite-Bourgeoys du conseil scolaire catholique et les quelque 130 élèves de l'école Queen's Park du conseil scolaire public.

C'est M. Gary Mar, ministre de l'Éducation, qui tranchera la question d'ici la fin du mois de décembre.

Concours d'Halloween

Le Franco publie

aujourd'hui les photos

reçues à l'occasion de

l'Halloween. Nous avons

procédé à un tirage au

sort parmi les photos

reçues et le gagnant du

concours est Olivier

Alain, 4 ans, d'Edmonton,

qu'on peut reconnaître ci-

contre. Olivier recevra un

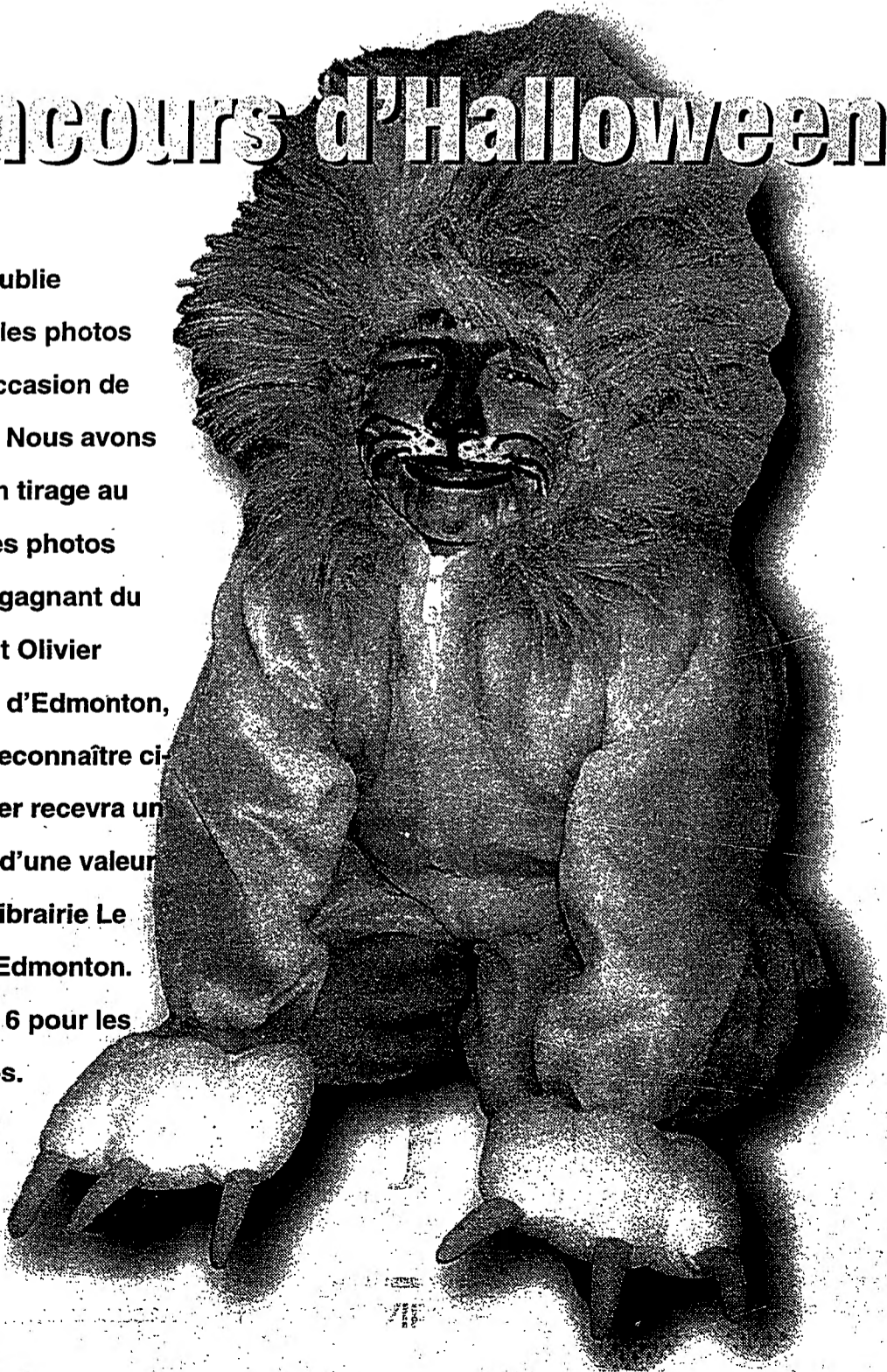
bon d'achat d'une valeur

de 30 \$ à la librairie Le

Carrefour d'Edmonton.

Voir en page 6 pour les

autres photos.



Cette semaine...

50e anniversaire de la
Déclaration universelle des
droits de l'homme...

à lire en page 3

La perception de l'autre
suppose une certaine
ouverture d'esprit...

à lire en page 5

Laurence Jalbert : un
tourbillon de folie...

à lire en page 7

Semaine Vision
internationale...

à lire en page 10

Courrier de deuxième classe
Enregistrement 1881

10015349
MICROFILM INC. SOCIÉTÉ CANADIENNE DU
464 RUE SAINT-JEAN
MONTREAL PQ H2Y 2S1

Celui qui peut,
agit. Celui qui
ne peut pas,
enseigne.

Maximes pour
révolutionnaires

Radio-Canada veut exploiter trois nouvelles chaînes spécialisées de langue française

YVES LUSIGNAN

Ottawa

Après le succès obtenu par son Réseau de l'information (RDI), Radio-Canada souhaite maintenant obtenir une licence d'exploitation pour trois nouvelles chaînes spécialisées de langue française, qui pourraient être en ondes en l'an 2000.

Le Réseau de l'histoire (RDH), le Réseau des arts (RDA) et le Réseau de l'économie (RDE) de Radio-Canada ont ceci de particulier qu'elles offrent une participation réelle des communautés francophones et acadiennes à la programmation.

Ces trois demandes pour de nouvelles chaînes spécialisées seront entendues lors de l'audience publique du Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC), qui se déroulera à Montréal à compter du 7 décembre. Pas moins de 18 demandes seront entendues à cette occasion et la rumeur veut que le CRTC accorde 5 ou 6 nouvelles licences.

La question est maintenant de savoir si les francophones auront accès à ces nouveaux services. Radio-Canada s'est associée à Bell Satellite pour la distribution des signaux, qui elle-même exploite le service de radiodiffusion directe par satellite ExpressVU. Mais ce ne sont pas tous les foyers qui ont à la maison la petite soucoupe d'ExpressVU de la taille d'une pizza extra-large, qui permet de capter des dizaines et des dizaines de signaux.

Les câblodistributeurs disent de leur côté que la technologie ne leur permet pas, du moins pour l'instant, de distribuer toutes les nouvelles chaînes à leurs abonnés. On sait que dans

certaines régions du pays, les francophones doivent continuellement être aux aguets lorsque le câblodistributeur local annonce l'arrivée de nouveaux canaux, qui se fait parfois au détriment des services en français.

Radio-Canada ne demande pas au CRTC une diffusion obligatoire pour ses trois nouvelles chaînes. On mise plutôt sur l'évolution de la technologie. Mais comme Radio-Canada avait déjà annoncé que si TVA obtenait une licence de réseau national avec distribution obligatoire il demanderait à son tour une telle licence pour tous ses nouveaux canaux, on ne sait pas si Radio-Canada joindra le geste à la parole.

Pour le moment, Radio-Canada propose d'offrir gratuitement le signal du Réseau des arts aux câblodistributeurs des marchés anglophones, et entend réclamer un tarif de seulement 6 cents par mois par abonné au câble pour le Réseau de l'économie.

Si Radio-Canada se lance dans l'aventure des chaînes spécialisées c'est tout simplement pour suivre la nouvelle tendance du marché.

Aux États-Unis, environ 45 pour cent de l'écoute de la télévision va aux chaînes spécialisées. L'été dernier, elles ont même battu les grands réseaux américains en terme de parts de marché. Au Canada anglais, l'écoute des chaînes spécialisées est en moyenne de 28 pour cent, avec des pointes allant jusqu'à 33 pour cent. L'écoute par les francophones des chaînes spécialisées dépasse les 20 pour cent : « C'est vraiment une tendance, les gens vont regarder de plus en plus les chaînes spécialisées. Si on ne leur offre pas en français, ils vont les regarder en anglais », estime Mme Vaillancourt.

Ceci dit, elle jure que les téléspectateurs ne seront pas privés de leurs émissions favorites sur la première chaîne si Radio-Canada obtient ses trois nouvelles licences. Autrement dit : les Beaux Dimanches ne disparaîtront pas de l'écran au profit du Réseau des arts. Pas plus que La Facture au profit du Réseau de l'économie. « Nous, Radio-Canada, et dans le cas du Réseau des arts, on a été très clair : les engagements, les obligations et les attentes du CRTC on va continuer à les respecter ».

Radio-Canada est la seule entreprise à proposer au CRTC un réseau spécialisé en arts en français. Ce n'est pas le cas en histoire et en économie, où elle devra affronter un projet concurrent proposé par l'entreprise privée.

La priorité : le réseau des arts

Le Réseau des arts est la grande priorité de la direction de Radio-Canada. Si le CRTC décide de n'accorder qu'une seule nouvelle licence à la télévision d'État, les arts passeront avant l'histoire ou l'économie : « Au conseil d'administration, c'était clair. Le réseau des arts, on y tient », confirme Mme Vaillancourt.

Le Réseau des arts va d'ailleurs répondre à l'une des revendications historiques des artistes francophones. « L'un des axes forts du projet va être d'assurer une diffusion et une plus grande visibilité du produit culturel francophone. Donc, de les faire connaître, de les montrer, d'en parler, de leur assurer une large distribution en faisant tous les jours un magazine ».

Le projet prévoit l'ajout de dix équipes de journalistes dans toutes les régions du pays, qui produiront chaque jour des reportages sur l'activité artis-

tique et culturelle dans les villes et en dehors des grands centres. Les artistes hors Québec, ceux qu'on connaît et surtout ceux qu'on ne connaît pas, feront parler d'eux, promet Mme Vaillancourt : « On va commander des portraits. On va les faire connaître les artistes. Joe Fafard, le sculpteur animalier de Regina, il est connu dans le monde mais je suis pas sûr qu'il y a bien des gens qui savent qu'il parle français ».

Mais attention : on ne diffusera pas tous les festivals, toutes les pièces de théâtre, tous les spectacles produits par les francophones. Être en direct coûte cher et avec un budget annuel de 16 millions, le RDA devra faire des choix.

Il est donc peu probable qu'on diffuse en direct des festivals de la chanson qui misent sur la relève, comme le Festival franco-Ontarien ou celui de Caraquet. Par contre, Mme Vaillancourt imagine très bien le Réseau des arts s'engager à couvrir chaque année un certain nombre de festivals, qui seraient sélectionnés par un comité avisé : « On peut avoir une rotation. On n'a pas juste une licence pour un an. Habituellement, c'est pour entre cinq et sept ans ».

L'approche est sensiblement la même pour ce qui est du Réseau de l'histoire. Des équipes volantes produiront des séries et des documents sur la petite histoire des villes et villages, sur des bâtiments historiques, des fêtes, des commémorations, sur tout ce qui fait l'histoire locale et régionale d'une communauté francophone.

Le Réseau de l'économie, qui est en fait un réseau sur la consommation, fera aussi appel aux régions. Des correspondants basés à Moncton, Québec, Toronto et Winnipeg alimenteront quotidiennement les diverses émissions. Le RDA pourra aussi compter sur l'Université de Moncton, l'Université d'Ottawa, le Collège de Saint-Boniface et la Faculté Saint-Jean, qui ont pris l'engagement de collaborer au contenu des émissions.

Radio-Canada mise beaucoup sur les producteurs indépendants pour enrichir la grille-horaire de ses trois chaînes spécialisées. Mais y a-t-il suffisamment de producteurs chez les francophones ? Mme Vaillancourt dit que oui, mais pas dans toutes les provinces. Elle pense que cette industrie pourrait se développer en fonction de la demande, surtout pour le documentaire qui est un genre qui gagne de plus en plus de popularité et de visibilité.

Le NPD appuie les organismes francophones

YVES LUSIGNAN
Ottawa

La chef du NPD fédéral, Alexa McDonough, demande au gouvernement fédéral de réinvestir dans les organismes francophones et acadiens du pays.

« Les Libéraux ne peuvent plus ignorer leurs obligations envers les communautés francophones et acadiennes » a déclaré en Chambre Mme McDonough. Selon elle, le gouvernement doit cesser de faire des compressions dans ses programmes d'appui aux langues officielles.

Cet appui de Mme McDonough fait suite au passage dans la capitale nationale d'une délégation d'une cinquantaine de porte-parole des communautés francophones. Pendant deux jours, ils ont rencontré une quarantaine de ministres, députés et sénateurs dans le but de convaincre le gouvernement Chrétien de modifier sa politique en matière de financement des organismes francophones.

« La décroissance fait très mal. On est souvent en situation de rattrapage » a déclaré le président de la Fédération des communautés francophones et acadienne, Gino LeBlanc, lors de sa comparution devant les membres du Comité permanent sur les langues officielles.

M. LeBlanc plaide en faveur d'un financement « significativement supérieur » au montant de 28 millions de dollars que le fédéral a dépensé en 1992-1993 pour le fonctionnement des organismes au pays. Plus encore, c'est tout le budget consacré aux langues officielles qui doit être bonifié, selon M. LeBlanc.

Tous les organismes francophones doivent renouveler une entente pluriannuelle de financement avec le ministère du Patrimoine d'ici le 31 mars 1999.

Séminaire sur la francophonie canadienne

YVES LUSIGNAN
Ottawa

Le 7e Séminaire d'été sur la francophonie canadienne aura lieu à St-Boniface au Manitoba... le printemps prochain !

Le thème retenu cette année est : *La Francophonie panaméricaine : état des lieux et enjeux*. Le séminaire « d'été » coïncide cette année avec la tenue d'un colloque international sur la francophonie panaméricaine, qui se tiendra du 20 au 22 mai au Collège universitaire de Saint-Boniface.

Cette initiative du Regroupement des universités de la francophonie hors Québec et du Réseau de la recherche sur les communautés francophones minoritaires du Canada, a pour but d'offrir des cours universitaires avec crédits sur des thèmes reliés à la francophonie canadienne.

Le séminaire s'adresse aux étudiants, enseignants, chercheurs et personnes oeuvrant au sein d'associations ou d'organismes qui travaillent au développement des communautés francophones. Entre 20 et 30 participants sont attendus chaque année.

L'Université d'Ottawa, l'Université de Moncton, la Faculté St-Jean en Alberta, l'Université Laval, l'Université Laurentienne, le Collège universitaire de Glendon ont déjà été les hôtes de ce séminaire, qui se déroulera à l'Université St-Anne en l'an 2000.

La date limite pour s'inscrire au séminaire de St-Boniface est le 20 janvier 1999.

Déclaration universelle des droits de l'homme :

Célébration du 50e anniversaire de la Déclaration

NATHALIE KERMOAL

Edmonton

L'année 1998 marque le 50e anniversaire de l'adoption de la Déclaration universelle des droits de l'homme par l'Assemblée générale de l'ONU. Pour souligner cet événement, la Fondation canadienne des relations raciales avait organisée quelques présentations suivies d'une réception pour commémorer l'événement à l'hôtel de ville d'Edmonton, le jeudi 5 novembre 1998.

Il est important de rappeler que la Déclaration universelle des droits de l'homme « constitue le prononcé fondamental de la communauté internationale à l'égard des droits inaliénables et inviolables de tous les membres de la famille humaine ». La déclaration a été proclamée le 10 décembre 1948 « à titre d'idéal commun à atteindre par tous les peuples et toutes les nations en matière des droits de l'homme. La Déclaration énumère les nombreux droits (civils, politiques, économiques, sociaux et culturels) auxquels sont habilités tous les habitants de la Terre ». On se rappellera simplement que la Déclaration a été précédée par la Charte des Nations Unies qui « avait été conçue principalement pour éviter que ne se répètent les horreurs de la Deuxième Guerre mondiale ».

Comme l'indique la Fondation dans son bulletin daté du mois de septembre 1998, « par cette déclaration, la communauté internationale a pris la décision de dénoncer l'injustice et l'inégalité ». Mais il est nécessaire de s'assurer que ces principes soient aussi respectés au Canada. D'après Mohammed Brihmi, directeur des communications et du développement de la Fondation : « Le Canada est parmi les pays les plus avancés dans la question du respect des droits de la personne. Cela ne veut pas dire que nous sommes un pays parfait. Nous avons beaucoup de chemin à faire pour s'assurer que les abus du passé ne se reproduisent pas dans notre société soit envers les autochtones, les minorités raciales de toutes origines, les femmes, les personnes handicapées ou tout autre groupe minoritaire dans notre société. Être minoritaire, c'est pas un défaut. Être minoritaire demande le respect de chacun et chacune pour ce que nous sommes et je pense que comme Canadiens et Canadiennes nous devons faire davantage pour arriver à ce niveau de respect.



Mohammed Brihmi

Photo : Nathalie Kermoal

Savons-nous comment enrichir notre vie familiale ?

Titre d'un atelier présenté par Action Éducation Femmes

NATHALIE KERMOAL

Edmonton

Mme Florence Gobeil-Dwyer, professeure à la Faculté Saint-Jean, bien connue pour ses travaux sur les femmes à la retraite, s'intéresse depuis longtemps à la famille. Action Éducation Femmes a donc invité Mme Gobeil-Dwyer à animer un atelier qui traitera de la vie familiale d'aujourd'hui le samedi 21 novembre 1998.

La famille est vieille comme le monde et à chaque époque, ses problèmes. Si pendant longtemps, l'accent était mis sur la communauté et moins sur l'individu, maintenant c'est le contraire. Ceci, nous fait souvent oublier que la communauté à ses propres besoins. Selon Mme Gobeil Dwyer, « en plus de mettre l'accent sur l'individu, certaines choses peuvent nuire énormément comme la télévision, par exemple. Un enfant qui regarde la télé en moyenne 26,4 heures par semaine s'isole du système familial. De plus, même si 2 ou 3 personnes regardent la télévision en même temps, il n'y a même pas de lien entre eux. On ne peut pas vraiment parler de destruction de la famille comme on le lit parfois dans les journaux ou les magazines, mais il me semble cependant que nous sommes dans une période de crise, de transition et il faut y faire face avec les yeux ouverts ».

Mme Gobeil-Dwyer pense commencer son atelier par la métaphore du crapaud. Comme



Photo : Nathalie Kermoal

Mme Florence Gobeil-Dwyer donnera une conférence lors d'un atelier du groupe Action Éducation Femmes.

elle l'explique, « si on met un crapaud dans un bocal d'eau chaude, il va sauter pour échapper à cet environnement hostile. Mais si on met plusieurs crapauds dans de l'eau froide et que graduellement on réchauffe l'eau, ils vont mourir parce qu'ils s'ajustent à la température de l'eau et lorsqu'ils réalisent que l'eau est bouillante, c'est trop tard. Pour la famille c'est la même chose. Donc dans cet atelier, je vais surtout me pencher sur ce qui peut nuire au bon fonctionnement du système familial. Les choses qui peuvent empêcher une bonne communication comme les secrets, les rôles, les mythes qui existent dans la famille et qui ont un impact sur le fonctionnement du noyau familial. Prenons, par

Nous avons fait de grands pas pour reconnaître dans la législation le respect de certains groupes, mais nous avons encore du chemin à faire pour s'assurer que ce respect existe dans les faits. »

La Fondation canadienne des relations raciales s'est fixée comme objectif « de contribuer à l'essor d'une société canadienne plus harmonieuse, qui admet les manifestations racistes de son passé, reconnaît la présence du racisme aujourd'hui, et s'engage collectivement à bâtir un avenir juste et équitable pour tous les Canadiens et Canadiennes ». D'après M. Brihmi, « c'est par le travail

de sensibilisation qu'on pourra combattre le racisme. Être raciste n'avance pas la société, ça nous ramène en arrière. L'éducation est donc un élément fondamental dans l'élimination du racisme. Par ce moyen, nous arriverons à faire changer les préjugés des gens ainsi, ils pourront voir la lumière de la vérité ».

Pour ceux et celles intéressés par la Déclaration universelle des droits de l'homme, vous pouvez lire le texte au complet à l'adresse internet suivante :

<http://www.unac.org/français/rights/declaration.html>

exemple, le cas du mythe : les enfants d'abord. On fait tout pour les enfants et le couple finit par se perdre de vue, ceci n'est pas enrichissant pour la famille. Il est nécessaire d'avoir un équilibre, pour que le couple soit fort, pour qu'il devienne un modèle d'amour ».

« On essaiera aussi de définir ce qu'est une famille, la structure qu'elle peut avoir. Notons en passant que moins de sept pourcent des familles sont encore qualifiées de familles traditionnelles. On parle donc aujourd'hui des familles et non de la famille. Ensuite, on déterminera les problèmes que l'on retrouve dans certaines d'entre elles et ce que l'on peut faire pour y remédier, c'est-à-

dire de trouver des éléments de réponse, des outils qui permettront d'enrichir le système familial. L'important est de déterminer comment on va s'organiser pour faire en sorte d'avoir non seulement des rapports de qualité, mais aussi de mettre l'accent sur la quantité. »

Dans cet atelier de sensibilisation, Mme Gobeil-Dwyer veut donner la possibilité aux participantes de partager leur peur et leur sagesse autour de ces questions fondamentales. Elle espère pouvoir les aider à préparer des listes d'activités qui à long terme auront un impact positif sur leur famille et elle aidera aussi à la redéfinition des rôles homme-femme.

ÉDITORIAL

National Post ou Globe & Mail?

On pouvait s'attendre à tout au Canada, mais certainement pas à une bagarre de journaux! Eh bien c'est chose faite. Avec l'arrivée du *National Post*, voilà que la ville entière de Toronto frémit! Les consommatrices de la presse sur papier aussi, mais pas pour les mêmes raisons. Prenons le cas du samedi matin, par exemple. Qui n'aime pas en cette première journée de fin de semaine, se lever un peu plus tard que d'habitude, sauter dans son jean pour aller chercher le journal pendant que, lentement, le café est en train de se faire. Je ne sais pas si vous êtes comme moi, mais depuis la fin du mois d'octobre, je suis obligée de prendre mon sac à dos pour aller chercher mon journal. Car, chers lecteurs et lectrices si vous voulez lire les nouvelles locales, vous n'avez d'autre choix que d'acheter le *Edmonton Journal*; à cela vous devez ajouter pour les nouvelles nationales le *Globe & Mail* avec ses multiples sections supplémentaires et maintenant, le petit dernier de la bande, le *National Post*, au cas où il révélerait des faits que le *Globe* aurait manqués. Heureusement que *Le Franco* arrive par la poste! Si par hasard, vous aviez envie de faire quelques emplettes, voire même acheter de petits croissants tous frais de chez Madame Amandine, oubliez cela tout de suite, vous n'avez même plus de place dans votre sac. Vous êtes condamné à vous nourrir de nouvelles et à vous laisser crever de faim. Si Conrad Black est le magnat de la presse, vous vous transformez rapidement en maniaque des journaux!

Avoir un nouveau journal national, cela représente deux fois plus de lecture par jour et à la différence du nez de Pinocchio, les journées ne rallongent pas! Au lieu de passer le samedi matin à lire le *Globe & Mail*, maintenant il faut toute la journée du samedi, voire même le dimanche, pour vous les taper tous. Je suis persuadée que d'ici deux ans, si des scientifiques font des recherches, ils trouveront un taux de caféine très élevé chez les Canadiens. Et je vous fais grâce des autres journaux mondiaux, car quand on est dans la presse, on n'a pas le choix on est obligé de se tenir au courant. Bonjour les yeux! je vais certainement finir avec des tessons de bouteille à la place de mes fines montures de lunettes!

Pour ceux et celles qui n'ont pas pu résister à la tentation et qui ont déjà eu l'honneur de tenir le petit dernier de Conrad Black entre les mains, le *National Post* ressemble étrangement au *Financial Post* acquis lui aussi par le magnat de la presse l'été dernier. D'ailleurs, le journal se vante déjà de ses 175 000 abonnés alors que 120 000 proviennent directement du *Financial Post*. On ne peut pas dire que la chasse aux abonnés aura été trop difficile. D'ailleurs, Conrad Black est le propriétaire d'une soixantaine des 105 quotidiens du Canada dont, pour n'en citer que quelques-uns, *Le Droit* et *The Gazette*.

En fait, le Canada n'avait pas vraiment besoin d'un autre journal conservateur venant tout droit de Toronto et axé sur le monde des affaires et les politiques néolibérales. Nous avions plutôt besoin d'un journal national décentralisé qui donnerait un ton bien différent de celui du *Globe*. Hélas, le ton reste à peu près le même et la qualité des articles est beaucoup moindre que ceux du *Globe*. Sur un plan purement esthétique, le *Globe & Mail* a bien fait de renouveler son image, car elle sera dure à battre. Mais à quand un journal national francophone? Existe-t-il quelque part au Canada, un Conrad Black francophone? Aux dernières nouvelles glanées dans ... je ne sais plus quel journal déjà, un avis de recherche a été lancé!

N. Kermoal

Nathalie Kermoal



COURRIER DES LECTEURS

Aux dirigeants de la télévision de Radio-Canada en Alberta :

Par la présente j'aimerais exprimer ma très grande déception face à la couverture télévisée de l'événement *L'Alberta francophone loin des yeux, près du coeur*. Je trouve regrettable de n'avoir vu que des reportages sur des réunions et ateliers qui n'ont eu aucun impact. Ce sont les spectacles en soirée qui ont suscité le plus d'intérêt, en particulier celui du vendredi soir avec Lé Twés et Crystal Plamondon. De cet événement, aucun mot ni aucune image n'a été diffusée. Ce qu'on a vu à la télévision nous a vraiment donné l'impression que l'événement a été un échec alors qu'on a su (grâce à d'autres moyens) que c'était loin d'être le cas.

N'ayant pu être présente, je comptais sur Radio-Canada Alberta, ma télévision, pour me sentir un peu plus *près des yeux*.

Je ne comprends pas ???

Sophie Savoie
St-Isidore

Directrice:
Adjointe Admin.:
Infographiste:
Journaliste:

Nathalie Kermoal
Micheline Brault
Charles Adam
Patricia Hélie



Fondation Donatien Frémont, Inc.
325, rue Dabouille, place 900, Ottawa (Ont) K1N 7G2 Téléphone (613) 241-1017



Le Franco est membre de l'APF. Au niveau national, il est représenté par OPSCOM. Le Franco est imprimé par Gazette Press Ltd, de Saint-Albert. La reproduction d'un texte ou d'une photo par quelque procédé que ce soit, est strictement interdite sans l'autorisation écrite du journal. Les clients ont 15 jours après la date de parution pour nous signaler des erreurs. La responsabilité pour toute erreur de notre part dans une annonce se limitera au montant payé pour seulement la partie de l'annonce qui contient l'erreur, si l'erreur est celle du Franco.

Depuis 1988, le seul hebdomadaire de langue française en Alberta

Le Franco

#201, 8527 - 91e rue, Edmonton (AB) T6C 3N1
téléphone: 465-6581 télécopieur: 469-1129
courriel: n.kermoal@francalta.ab.ca

Correspondants:

Calgary
Alain Bertrand
Centralta
Martin Blanchet
Fort McMurray
Nicole Pageau
Lethbridge
Mireille Dunn
Medicine Hat
Diane Morissette-Franz

Plamondon
Joël Lavoie
Denise Lavallée
Red Deer
Claire Hélie
Rivière-la-Paix
Noëlla Fillion
Patrick Henri
Saint-Paul
Richard Blouin

OPINION

La perception de l'autre suppose une certaine ouverture d'esprit

RICHARD TOUPIN

Edmonton

J'ai récemment assisté au colloque du CEFCO (Centre d'études franco-canadiennes de l'ouest), plus précisément à quelques unes des communications à l'horaire du colloque. Car j'étais particulièrement attiré par le thème de la rencontre : *La perception de l'autre et la francophonie : hier, aujourd'hui et demain*. C'est en réaction à la communication présentée par Dean Louder, professeur de géographie à l'Université Laval à Québec, intitulée *Exorciser l'amnésie collective des Québécois. Rappeler l'Amérique française que j'ai décidé d'écrire ces quelques mots*.

Le professeur était accompagné par des étudiants québécois inscrits à son cours portant sur les minorités francophones. Ce dernier comporte un volet excursion qui permet aux étudiants de voir de plus près la réalité des communautés francophones minoritaires.

J'étais donc intéressé à voir comment le professeur s'y prendrait pour démontrer cet état amnésique dont souffrent les Québécois. Je rappelle qu'amnésie signifie perte totale ou partielle de la mémoire. Le professeur commence par énumérer les endroits visités durant les diverses excursions. Ainsi, les participants ont pu aller une année au Manitoba et une autre rendre visite à une communauté francophone du Minnesota.

Puis, le professeur s'est mis à raconter des anecdotes tendant à montrer l'ignorance des étudiants québécois. Ainsi il relate qu'un groupe de ses étudiants qui participaient alors à une célébration religieuse ne savaient plus quand il fallait se mettre debout ou se mettre à genoux. Ceci m'a fait quelque peu sursauter. Je ne comprenais pas la pertinence de l'anecdote.

Bon, l'auditoire a bien ri. Je voyais pas vraiment où il voulait en venir. Mais peut-être qu'il savait qu'il aurait de l'effet. En tout cas, à voir son large sourire, l'universitaire semblait satisfait.

C'est un fait que la pratique religieuse a diminué au Québec, comme partout ailleurs. La baisse est plus accentuée au Québec qu'ici. Probablement que les institutions religieuses n'ont pas su et ne savent toujours pas répondre au questionnement des jeunes. Ceux-ci ont peut-être fait d'autres choix. Le paysage religieux au Québec a radicalement changé au cours des quarante dernières années. Le Québec est passé d'une société unanimiste sur le plan religieux à une société pluraliste... et plus tolérante à cet égard. Je dirais que la démarche religieuse est devenue une affaire plus personnelle au Québec. Je crois que c'est un acquis et un progrès sur le plan des libertés individuelles.

Il se peut qu'un jeune ne sache plus faire une genuflection, mais il peut être actif dans son milieu, on peut le retrouver dans une association faisant du travail social.

Plus tard, il raconte la visite d'un autre groupe dans une communauté métis. Les propos du professeur laissent entendre que les étudiants semblaient peu ouverts à leur égard. Il parlait de l'étroitesse d'esprit "du petit bourgeois de Sainte-Foy". L'Université Laval est située à Sainte-Foy, un milieu socio-économiquement aisé qui pourrait être comparé à Saint-Albert.

Durant les événements d'Oka, j'étais en route vers l'Ouest et j'écoutais une émission de ligne ouverte sur CBC qui s'appelait, si je me souviens bien, *Cross Country Check-Up*. Un intervenant dit avec force - l'émission portait sur Oka - : "Quebec is the most racist province in Canada". Et ce qui m'a le plus surpris, c'est que l'animateur n'a pas demandé à son interlocuteur d'étayer son

affirmation. Ce fut plutôt un silence très long. À la radio, ça fait très long et ça laisse songeur.

À l'époque, il y eut une réaction presque jubilatoire au Canada anglais. Oka permettait de se donner bonne conscience. On pouvait ainsi se débarrasser du malaise ou du sentiment de culpabilité qui suivait l'échec du lac Meech.

Je dis tout cela parce qu'on tente souvent de faire porter des chapeaux au Québec qui ne lui vont pas du tout. Québec raciste, Québec amnésique, c'est gros. Comprendons-nous bien tout de suite: qu'il y ait des gens bornés au Québec, j'en conviens; qu'il y ait des gens qui connaissent peu ou pas suffisamment la situation des communautés francophones minoritaires, je suis d'accord.

La somme des anecdotes du professeur Louder donnait l'impression que le Québec est replié sur lui-même, ne pense qu'à lui-même et est oublieux de ses frères et sœurs francophones.

Pourtant, le Québec était à côté de ses frères et sœurs à maintes reprises dans l'histoire. Ils ont aidé à amasser une somme importante - pour l'époque - pour aider les Franco-Albertains à ériger une radio française à Edmonton. Dans les années cinquante, des campagnes ont été menées pour amasser des sous auprès des écoliers pour l'école française dans l'Ouest. Écoles qui étaient alors refusées aux francophones. Dans les années soixante, le gouvernement québécois a mis sur pied un programme d'échange qui envoyait des professeurs québécois pour enseigner le français en Louisiane. Récemment, les Québécois ont répondu à l'appel des Franco-Ontariens pour les aider dans leur lutte pour maintenir l'hôpital Montfort, le seul hôpital francophone en Ontario.

À un autre niveau, plusieurs artistes provenant des diffé-

rentes communautés francophones, tel Zacharie Richard, Edith Buthler, Daniel Lavoie, ont connu un grand succès au Québec. Les Québécois/es sont très réceptifs/ives à l'expression artistique de ces communautés.

De plus, le gouvernement québécois a conclu récemment des ententes avec différentes bandes indiennes. Ces ententes, même si elles sont pour certains imparfaites, contribueront tout de même à la prise en charge par les communautés autochtones de leur développement économique. C'est un pas en avant.

Le professeur Dean Louder devrait aller voir du côté "des petits bourgeois de Saint-

Albert", il obtiendrait peut-être aussi des réponses surprenantes. Un professeur enseignant le français langue seconde me racontait qu'un de ses élèves s'était levé en classe pour dire que son père pensait qu'il n'avait pas besoin d'apprendre le français, que c'était inutile. Et je vous fait grâce du langage utilisé. Non, le Québec n'a pas l'apanage de l'étroitesse d'esprit.

Cela me désole beaucoup quand je vois des francophones s'adonner au "Québec bashing". Arriver à percevoir l'autre exige définitivement un effort. Ceci est vrai autant pour les Québécois/es que pour les autres francophones vivant en milieu minoritaire.

Une visite à Lethbridge



DIANE MORISSETTE-FRANZ
Lethbridge

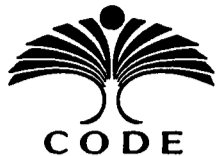
Les francophones de Medicine Hat ont récemment rendu visite à leurs cousins de Lethbridge à l'occasion d'une exposition organisée par le centre d'arts visuels d'Edmonton. L'exposition regroupait des œuvres d'artistes et artisans tels que Kathy Daley, Margot Lagassé, Doris Charest, Louise Piquette et David Belzile et se tenait dans les locaux de l'Association canadienne-française de l'Alberta (ACFA) régionale de Lethbridge. Sur la photo, on reconnaît Diane Morissette-Franz, Gisèle Boutin-Desjardins du Centre d'arts visuels et Andréa Lewis, agente de développement de l'ACFA de Medicine Hat. (Photo: Denis Flageol)

Votre parenté aime les voyages organisés?
Passez voir Destinations Canada Ouest sous la
rubrique Commerces sur

www.francalta.ab.ca



AIDER LE MONDE MOT À MOT



CODE appuie des projets d'alphabétisation et d'éducation dans les pays en développement. Cette année encore, des élèves de partout au Canada participeront au Projet Amour en envoyant des fournitures scolaires aux enfants d'Afrique et des Antilles.

J'AIMERAIS PLUS DE RENSEIGNEMENTS SUR LES PROGRAMMES DE CODE.

Nom _____

Adresse _____

ADRESSE DE RETOUR : CODE, 321 rue Chapel, Ottawa (Ontario) Canada, K1N 7Z2. Télécopieur : (613) 232-7435
Téléphone : 1-800-661-2633



MORDUS DU MICRO 3^e édition

Vous avez entre 17 et 30 ans ?

La radio vous passionne ?

Vous avez un projet d'émission ?

La série LES MORDUS DU MICRO

est pour vous !

PRIX

Courez la chance d'animer votre émission à la Première Chaîne de Radio-Canada à l'été 99 et de gagner en plus :

- un des quatre stages rémunérés dans une des stations de Radio-Canada au pays
- ou
- un poste de chroniqueur hebdomadaire à Montréal à l'été 99
- ou
- un emploi au projet Radio Jeunesse pour le Sommet de la francophonie de Moncton en août 99.

Pour de plus amples détails :
1-888-597-5381
www.radio-canada.ca/radio/mordus

POUR PARTICIPER

Envoyez une cassette audio de 4 à 5 minutes sur laquelle vous expliquez ce que vous feriez d'une heure d'antenne. La cassette doit parvenir au plus tard le 18 décembre 1998 à :

Louise Tremblay
Société Radio-Canada
Émission Les Mordus du Micro,
8^e étage
1400, boul. René-Lévesque Est
Montréal (Québec)
H2L 2M2

CHFA alberta
première chaîne
 Radio-Canada

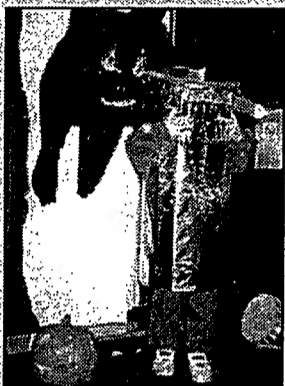
Concours d'Halloween



Mireille et Eric Boivin
Edmonton



Sylvie Provencher
Edmonton



Daniel Sauvet
Edmonton



Eric Vandersteen
Legal



Lise Hennessy et
Colette Gagné, Legal



Julie Provencher
Edmonton



Samuel Beaudoin
Edmonton



Mathieu et Patrick
Coones, Edmonton



Fabien Vandersteen
Legal



Bertrand Roy
Edmonton



Benoit Marcotte
Medicine Hat



Sophie Marcotte
Medicine Hat

Laurence Jalbert à Edmonton

Un tourbillon de folie

PATRICIA HÉLIE

Edmonton

Avec trois albums en banque, la Québécoise Laurence Jalbert sera à Edmonton le 22 novembre prochain, à l'auditorium de la Faculté Saint-Jean, pour présenter son dernier album, *Avant le squall*.

C'est une Laurence Jalbert morte de nervosité mais en super forme que j'ai joint au téléphone. Une femme fonceuse et déterminée qui a très hâte de rencontrer les francophones de Winnipeg, Vancouver et Edmonton. La nervosité, elle la devait à sa tournée de spectacles qui devait prendre son envol dès le lendemain de notre entretien. Une tournée d'ailleurs très attendue de son public puisque le dernier album a été lancé en mars dernier.

Quand on lui demande de se décrire, elle dit qu'elle est complètement folle, une folie contagieuse dont on ne saurait d'ailleurs plus se passer. « Je dis souvent à ma fille que je suis complètement folle, que je n'ai pas de milieu, dit-elle. Je suis très consciente du privilège que j'ai de pouvoir m'adresser aux gens, de pouvoir le chanter, de pouvoir le dire. Et tant qu'à avoir ce privilège, je ne veux pas l'utiliser juste pour divertir. Tant qu'à écrire, je veux avoir des textes percutants, avoir des choses qui se rendent tout de suite au but, qui passent par le nombril et qui font frissonner. Parce que s'il y a quelques trucs qui sont universels, c'est la vie, la mort, les impôts et les frissons. Tout le monde en a des frissons. Moi c'est comme ça que j'ai décidé de faire, en faisant résonner une ou plusieurs cordes pour que, lorsque les gens sortent du spectacle ou après avoir écouté l'album, qu'ils se sentent plus prêts à affronter ce qu'ils ont à affronter. »

Et quand Laurence parle d'affronter la vie, elle sait très bien de quoi elle parle. C'est que depuis qu'elle est toute petite, la vie n'a jamais été facile. Tout ce qu'elle a, elle l'a chèrement défendu avec toute l'énergie dont elle est capable. « Même quand j'étais jeune, je travaillais toujours très fort et, quand j'arrivais près du but, il m'arrivait toujours quelque chose de pas possible, comme de tomber malade », se souvient l'artiste.

« Il a toujours fallu que je me batte. Une Gaspésienne qui arrive à Montréal à 16 ans pour travailler, dans le temps ce n'était pas facile. Je me faisais traiter de *mangeuse de morue*, et en plus j'étais une femme. Il n'était pas question qu'une



Gaspésienne ait du talent, ça ne se pouvait pas. À ce moment-là je ne chantais pas, je jouais du clavier et je n'étais pas supposée avoir du talent parce que j'étais une Gaspésienne », dit-elle en insistant bien sur le mot *une*.

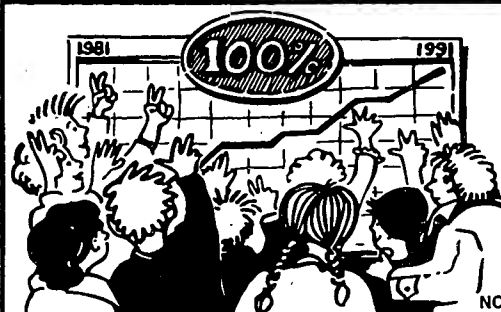
Depuis deux ans, tout va bien dans la vie de Laurence. Ce qui n'a pas été le cas pendant les deux années précédentes. « Je suis une femme qui est une mère avant tout. Ensuite, je suis une chanteuse et une professionnelle. Je suis tombée enceinte, je travaillais très, très fort, j'étais en menace de fausse couche et j'ai eu mon bébé à 26 semaines de grossesse. Il a été entre la vie et la mort pendant trois mois. » Une fois que son fils a eu la vie sauve, elle est à son tour tombée gravement malade. Victime de la bactérie mangeuse de chair, elle a passé à un cheveu de la mort et ne sait toujours pas par quel miracle elle s'en est sortie. Pour compléter la « trilogie », comme elle le dit si bien, elle s'est séparée « d'une façon assez fracassante » d'avec le père de son fils. Trois événements qui ont été des plus bouleversants pour la Gaspésienne.

« Pour la première fois de ma vie, j'ai admis que je n'avais pas de contrôle sur rien, raconte-t-elle. Je suis très dominatrice. J'avance, j'ouvre les portes, je les défonce assez souvent, mais là, je n'étais plus capable. J'ai mis deux ans à m'en remettre et j'ai ensuite commencé à écrire les chansons du dernier album. Mais je ne voulais pas que ce soit aussi douloureux que ça l'avait été pour moi, je voulais avoir un détachement et je pense que j'ai réussi. Je parle de mon fils dans *Chanson pour Nathan*, je parle de ma séparation dans *Le 15 décembre*, en général je parle de cette urgence de vivre que j'ai de par ma maladie et ça paraît plus ou moins. On ne ressent pas cette dépression que j'ai vécue pendant deux ans. Je ne voulais pas mettre un boulet avec mes douleurs, mon nombril et mes problèmes. Je voulais

faire en sorte que les gens s'identifient. Je pense que c'est quand on a sorti la chanson *Pour toi* que ça s'est fait. Je parle de l'urgence d'aimer, de l'urgence de l'amitié, de l'amour inconditionnel, de dire à quelqu'un " mais je t'aime tellement que je me serais fait couper les deux bras mais ça ne ferait même pas assez mal pour moi, juste pour te dire à quel point je t'aime. Je te donnerais ma vie une seconde avant ma mort, tellement je t'aime ". C'est cette urgence-là que j'ai voulu placer sur l'album. »

Lors de son spectacle à Edmonton, les spectateurs peuvent s'attendre à rencontrer une lionne. Avec sa crinière rousse et son énergie entraînant, personne ne sera surpris de savoir que son signe astrologique est le lion. Même si elle en sera à sa première visite dans la province, ça ne veut pas dire pour autant que les spectateurs en auront moins. « Je livre un show comme je livre une bataille, c'est-à-dire qu'il faut que je gagne. J'ai une très grosse tournée à faire et je suis très contente, mais c'est un public que j'ai déjà vu, sauf dans l'Ouest où c'est nouveau pour moi et j'ai vraiment hâte. Je sais que c'est cliché de dire ça, mais je jure que c'est vrai : je donne mes shows comme si c'était à chaque fois le dernier. Je m'use jusqu'à la corde. Je ne me pose même pas la question si je vais être capable d'en faire un autre le lendemain. Je n'ai jamais fait de distinction entre le fait que j'étais à Havre St-Pierre ou à Montréal, je présente exactement le même spectacle. Je viens d'une région alors jamais je vais prendre les gens des régions ou des endroits plus éloignés comme étant acquis. On peut donc s'attendre à beaucoup, beaucoup de folies pour le spectacle que je présenterai à Edmonton », conclut Laurence Jalbert avant de retourner répéter son spectacle.

SAVEZ-VOUS QUE...



Le bilinguisme, une valeur sûre pour les jeunes... Le taux de bilinguisme chez les jeunes de 15 à 19 ans de toutes les provinces et des territoires est demeuré stable ou a augmenté au cours de la dernière décennie. Le nombre absolu d'adolescents bilingues dans cette tranche d'âge s'est accru de 166 880 en 1981 à 424 225 en 1991. L'augmentation atteint plus de 100 % à Terre-Neuve et à l'Île-du-Prince-Édouard.

ACTION ÉDUCATION FEMMES

Savons-nous comment enrichir notre vie familiale?

Dates :

Le samedi 21 novembre 1998 et le samedi 6 février 1999

Lieu : École Maurice-Lavallée, Cafétéria - 2e étage
8828 - 95e Rue, Edmonton (Alberta)

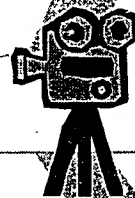
Heure : de 9h30 à 12h30

Frais d'inscription : (repas inclus * 10,00\$/membre
* 12,00\$/non membre

Nous vous prions de vous inscrire aussi tôt que possible afin de faciliter la planification de l'atelier. Pour vous inscrire, veuillez appeler Adrienne au 453-2199 ou Denise au 432-1598

Florence Gobeil-Dwyer, docteure en psychologie et professeure agrégée de la Faculté Saint-Jean, animera deux ateliers qui traiteront de la vie familiale de nos jours. Florence abordera les dangers qui entourent nos familles, ainsi que les moyens d'enrichir notre vie familiale.

Concours Première Oeuvre



Les Productions Centre-Est-Ouest

en collaboration avec l'Office national du Film
Studio documentaire Ontario/Ouest à Toronto et Acadie à Moncton et TFO, invitent les francophones canadiens résidant dans les provinces de l'Atlantique, en Ontario et dans les Territoires et provinces de l'Ouest canadien qui désirent réaliser un premier documentaire à participer au Concours Première Oeuvre.

Les personnes intéressées doivent soumettre un synopsis au plus tard le vendredi 20 novembre 1998 pour un sujet documentaire de 30 minutes.

Renseignements :

Nicole Tardif

1-800-387-8435, poste 2052



la télé bien pensée!

TV5

BOUILLON DE CULTURE ALEXANDRE SOLJENITSYNE À MOSCOU

Dimanche 22 novembre 18H30
lundi 23 novembre 11H

Ce sera la quatrième émission de Bernard Pivot avec Alexandre Soljenitsyne depuis son départ forcé de l'URSS en 1975. Dans l'un de ces entretiens, l'écrivain russe affirmait sa certitude de rentrer un jour dans son pays. L'histoire allait lui donner raison. Il reçoit l'équipe de BOUILLON DE CULTURE dans sa maison des environs de Moscou où il est enfin retourné.



LA VIE À L'ENDROIT LA TOURNÉE DES GRANDS CRUS

Lundi 23 novembre à 17H30
Mardi 24 novembre à 22H45

Pour cette édition consacrée aux grands crus, LA VIE À L'ENDROIT s'est installé au pays de l'orange, en plein cœur du Bordelais. De vignes en châteaux, l'animatrice Mireille Dumas nous emmène chez l'une des plus réputées productrices de vin, la truculente Philippine de Rothschild. Une émission enivrante, cela va sans dire!

L'intégrale de notre programmation se trouve sur Internet.

www.tv5.org

Invitons nos jeunes au travail :

C'est ça aller travailler...

PATRICIA HÉLIE

Edmonton

Le 4 novembre dernier, en plein cœur de la Semaine nationale des carrières, avait lieu la journée *Invitons nos jeunes au travail*, une activité nationale à laquelle les écoles Maurice-Lavallée, Citadelle, La Prairie et La Vérendrye ont pris part.

L'activité vise les élèves de la neuvième année et consiste à suivre un parent, tuteur, ami de la famille ou bénévole au travail afin de mieux comprendre ce que ça représente que d'aller travailler.

Le programme à pris naissance en 1994 dans la région de Toronto alors que les gens d'affaires, leader communautaire et enseignants de l'endroit se sont mis ensemble afin de donner aux jeunes un aperçu le plus complet possible de leur avenir et des possibilités de carrière qui existent. Depuis deux ans, le groupe Alliance-Éducation a pris les choses en main afin d'étendre le projet au niveau national.

Alliance-Éducation est un organisme à but non lucratif qui, par la journée *Invitons nos jeunes au travail*, poursuit quatre objectifs très précis : encourager les étudiants à poursuivre leurs études ; les



Photo : Patricia Hélié

Cassandra McLellan a passé la journée à l'animalerie du centre d'achat Bonnie Doon où elle a eu la chance d'avoir un aperçu de ce qu'est le métier puisque c'est exactement ce qu'elle aimerait faire plus tard.

aider à préparer la transition entre l'école et le monde du travail ; leur offrir la chance d'enrichir leurs connaissances et promouvoir des carrières en sciences et en technologie.

Cette année, c'est plus de 400 000 étudiants de neuvième année à travers le Canada qui se sont rendus dans plus de 75 000 lieux de travail. Bien que l'évé-

nement ne dure qu'une seule journée sur les lieux de travail, les enseignants consacrent préalablement beaucoup de temps en classe à préparer leurs élèves et à les aider à profiter le mieux possible de cette journée. L'expérience se poursuit également après l'activité puisque les jeunes doivent réfléchir à leur journée et évaluer ce qu'ils ont appris.

« Ce programme offre une expérience enrichissante à toutes les personnes qui y participent. Il profite aux élèves, aux parents, aux lieux de travail et à la collectivité », affirme Lori Cranson, vice-présidente de l'Alliance-Éducation. « L'éducation est une ressource pré-

cieuse pour les jeunes. »

À l'école Maurice-Lavallée les jeunes se sont rendus dans des endroits très différents, allant d'une librairie à une animalerie en passant par une station de radio ou un établissement universitaire.



Photo : Patricia Hélié

Stéphanie Caron-Lamarre a passé la journée à la librairie Le Carrefour d'Edmonton. C'est elle qui a eu la responsabilité de monter l'étalage des disques de Noël pour que le tout soit le plus attrayant possible.

Avant le Squall

Laurence Jalbert
en spectacle le
22 novembre à 20h
à l'auditorium
de la Faculté Saint-Jean
(8406-91e rue)

Coût des
billets: 25\$

en vente à la Librairie
Le Carrefour (8527-91e rue)



*Squall: vent qui
précède une tempête

CHEFA
Le Carrefour

CRTC

AVIS PUBLIC

Canada

Avis public CRTC 1998-115. Le CRTC lance un appel d'observations au sujet d'un projet d'ordonnance de distribution du service de télévision de langue française du Groupe TVA inc. Pour de plus amples renseignements veuillez consulter l'avis public. Les observations écrites sur les modalités du projet d'ordonnance doivent parvenir à la Secrétaire générale, CRTC, Ottawa (Ont.) K1A 0N2, au plus tard le **30 novembre 1998**. Vous pouvez également soumettre vos observations par courrier électronique au: publique.radiodiffusion@crtc.gc.ca. Cet avis est disponible au CRTC à Hull, (819) 997-2429; au 1-877-249-CRTC (sans frais); Internet: <http://www.crtc.gc.ca>; ou à notre bureau de Vancouver: (604) 666-2111. Cet avis est disponible, sur demande, en média substitut.



Conseil de la radiodiffusion et des
télécommunications canadiennes

Canadian Radio-television and
Telecommunications Commission

Dégustation du
*Beaujolais
Nouveau*



1998

Vous aurez la chance de déguster
plusieurs vins venant de la France

**19 novembre 1998
18h00 à 22h00**

Campagne de financement
et Encan silencieux pour
LA CITÉ FRANCOPHONE
Un buffet sera servi

Les BILLETS sont disponibles à
l'A.C.F.A. régionale d'Edmonton et à
la Librairie Le Carrefour situé à La
Cité francophone 8527 rue Marie-
Anne-Gaboury (91e rue)

**20,00\$ à l'avance
25,00\$ à la porte**

Pour plus de renseignements,
communiquiez avec Murielle Renaud au
469-3206 ou Julie Roach au 469-4401

TVA diffusé partout au pays :

Une victoire plus significative pour certains

PATRICIA HÉLIE

Edmonton

S'il y avait une personne heureuse de la décision du CRTC de faire de TVA un réseau national avec diffusion obligatoire par la majorité des câblodistributeurs du pays, c'est bien Mme Sonia Gaal.

C'est qu'en 1994, l'avocate d'Edmonton qui était abonnée à Vidéotron, pouvait capter le signal de TVA, mais en raison d'un problème de satellite, Vidéotron avait retiré le réseau TVA et l'avait remplacé par un poste de langue anglaise. Mme Gaal, une mère de famille d'origine québécoise, ne le prend tout simplement pas et commence à s'impliquer dans le dossier en compagnie de Lyne Lemieux de l'Association canadienne-française de l'Alberta. « J'étais pas contente parce que j'aimais beaucoup avoir le choix de plus d'une station, raconte-t-elle. À l'époque, on venait tout juste d'avoir TV5. Chaque chaîne est différente et une n'est pas meilleure que l'autre mais ce qu'on aime c'est d'avoir le choix. Également, il n'y a pas tellement de programmation pour les enfants à Radio-Canada. Il y en a un peu mais quand c'est fini et qu'ils mettent les sports le samedi midi, si mes enfants regardent la télévision, ils la regardent en anglais. Je ne

sais pas quel est l'horaire de TVA, mais il y aura au moins plus de choix et c'est ce qui est important pour moi. »

À l'époque, en compagnie de Mme Lemieux, Mme Gaal avait rencontré M. Randy Muth, celui qui était alors en charge de Vidéotron à Edmonton. « Il nous disait que la compagnie n'était pas intéressée à remettre TVA pour le moment mais que, quand ils auraient amélioré leur système, ils auraient plus de postes disponibles et qu'on pourrait le récupérer, même si ça irait seulement vers 1997 ou 1998. »

Des contacts avaient même été faits avec la compagnie Vidéotron à Montréal. « Ils se fichaient pas mal de nous parce qu'ils étaient pour perdre du revenu, se souvient Mme Gaal. Ils n'étaient vraiment pas intéressés. L'ironie dans tout ça, c'est qu'à l'époque, Vidéotron Edmonton était une des filiales de Vidéotron à Montréal, qui est la propriété de Canadiens français qui détenaient également TVA. Maintenant TVA n'appartient plus à Vidéotron et c'est TVA qui fait la demande pour être diffusé partout au Canada. »

Quand il a été clair que la compagnie ne voulait pas diffuser TVA, Mme Gaal a menacé d'annuler son abonnement au câble. C'était sans compter sur

le poids qu'ont maintenant les câblodistributeurs... « On avait regardé quelle serait la réception sans le câble et c'était vraiment trop horrible. Il a donc fallu qu'on conserve notre abonnement, mais on a pris seulement que le service de base. C'était notre façon de protester. On leur a même dit pourquoi on le faisait et ça ne les a pas dérangé le moins du monde. » Maintenant qu'ils sont habitués au service de base et que le réseau TVA sera obligatoirement distribué sur ce service, la famille Gaal n'a pas l'intention de reprendre tous les postes qu'ils ont déjà eus.

Depuis 1994, le temps a passé et TVA n'est toujours pas revenu et ce malgré ce que Randy Muth avait dit. « Dans le temps, j'avais un peu plus confiance que ça se ferait. Ça ne s'est pas fait, peut-être parce qu'ils savaient que TVA ferait

une demande au CRTC, mais disons que d'une chose à l'autre je me suis un peu désintéressée du dossier parce que je n'y croyais plus vraiment. Je me disais qu'un jour on pourrait peut-être avoir un petit satellite ou encore acheter des postes en provenance du Québec. »

On peut donc imaginer la réaction de l'Edmontonienne lorsqu'elle a appris que TVA serait disponible au plus tard le 31 avril prochain : « J'écoutais CHFA et j'avais les bras dans les airs en disant " yé, on l'a". Surtout que j'ai de mes copines qui me disaient qu'il y avait de bonnes séries hebdomadaires et je ne pouvais pas les écouter. Là, on va pouvoir parler des mêmes choses. Je suis bien contente. »

Dès qu'elle en a eu l'occasion, Mme Gaal a contacté Vidéotron pour savoir quand exactement le réseau TVA sera

disponible sur le câble. « La réceptionniste ne savait pas trop de quoi je parlais. Elle m'a transférée à M. Brian Brochu qui m'a dit que leur plan d'action n'était pas encore établi mais qu'il serait en mesure de me répondre probablement dans une semaine. »

« Pour moi, pour les francophones, c'est une belle victoire que le CRTC reconnaisse qu'on peut avoir le choix. On n'enlève rien à personne et ça nous donne un choix de plus. Il y a même des anglophones que je connais qui ne parlent pas un mot de français mais qui écoutaient des parties de hockey à TVA parce que ce réseau diffusait un match qui n'était pas sur d'autres canaux. Ils ne se plaignaient pas qu'on ait ce poste-là. C'est un bon point de départ que le CRTC reconnaisse enfin qu'il y a quelque chose ailleurs qu'au Québec. »

DONNEZ À QUELQU'UN UNE DEUXIÈME CHANCE!

Discutez du don d'organes avec votre famille et signez votre carte de donneur dès aujourd'hui.

LA FONDATION CANADIENNE DU REIN



University
of
Alberta

Éducation à distance à la Faculté Saint-Jean



Vous désirez commencer votre Baccalauréat ou votre Maîtrise?
La Faculté Saint-Jean offre des cours le soir, les fins de semaine et en ligne par vidéoconférence et applications Internet.

Cours prévus de janvier à avril 1999

Programmes des Baccalauréats ès Arts et en Éducation

PSYCE 105	Comportement social et individuel	mercredi	18h30-21h30
LINGQ 200	Introduction à l'étude du langage	Internet	
FRANC 267	De la lecture à l'écriture	mardi	19h15-22h15
SOCIE 348	Sociologie de média et de l'information	lundi	18h30-21h30

Sites des cours: Calgary, Saint-Paul, Cold Lake & selon les inscriptions

Programme de Maîtrise en sciences de l'éducation

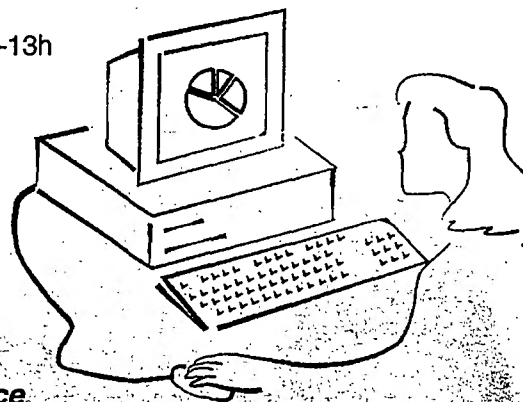
MEDU 520	Tendances actuelles en éducation des francophones
	vendredi 18h-21h & samedi 9h30-13h (4 fins de semaines/semestre)

Sites des cours:

Grande Prairie, Vancouver, Saskatoon & selon les inscriptions

Pour en savoir davantage, communiquez sans plus tarder avec :

Mme Nathalie Griffon
Coordonnatrice de l'éducation à distance
Téléphone : (403) 465-8737
Adresse électronique : nathalie.griffon@ualberta.ca



Commission canadienne des grains Canadian Grain Commission

À L'ATTENTION DES DÉTENTEURS DE DOCUMENTS DÉLIVRÉS PAR LES TITULAIRES DE LICENCES EN VERTU DE LA LOI SUR LES GRAINS DU CANADA.

La licence mentionnée ci-dessous délivrée antérieurement par la Commission canadienne des grains a expiré le 31 octobre 1998 et n'a pas été renouvelée.

N° de licence	Genre	Titulaire
GD 000139	Négociant en grains	Lansing Grain Company

La Commission canadienne des grains détient présentement la garantie financière fournie par la compagnie susmentionnée, conformément à l'article 46 de la *Loi sur les grains du Canada*, pour couvrir les obligations aux détenteurs de documents autorisés ou prescrits. Les détenteurs de documents qui n'ont pas reçu le paiement de la compagnie susmentionnée sont priés d'aviser la Commission, par écrit et dès que possible, des transactions impayées. La Commission doit recevoir l'avis, accompagné des photocopies de documents à l'appui, d'ici le 16 décembre 1998 au plus tard (veuillez noter la limite stipulée ci-dessous).

Note : Limite, article 49(3)

- (3) Par dérogation au paragraphe (2), la garantie donnée par le titulaire d'une licence d'exploitation d'un silo primaire ou d'un silo de transformation ou d'un commerce de grains ne peut être réalisée ou recouvrée relativement à un accusé de réception, un bon de paiement ou un récépissé que si, à la fois :
- avant l'expiration de la période réglementaire suivant la livraison au titulaire du grain qui y est visé, celui-ci a manqué à son obligation de paiement ou de livraison envers le producteur ou a refusé de l'exécuter;
 - le producteur en a avisé par écrit la Commission dans les trente jours suivant le manquement ou le refus.

Prière de faire parvenir tout avis au :

Chef de service, Octroi de licences
Commission canadienne des grains
Services à l'organisme
303, rue Main, pièce 700
Winnipeg (Manitoba) R3C 3G8

Les licences délivrées le sont sous réserve d'expiration, d'annulation, de révocation ou de suspension pendant toute la campagne agricole. Vous pouvez vous renseigner sur la situation actuelle des titulaires de licence aux termes de la *Loi sur les grains du Canada* en composant le (204) 983-3309 ou en consultant le site Web de la Commission canadienne des grains au www.ccg.ca.

Canada

Semaine vision internationale :

Partir le sac au dos..

PATRICIA HÉLIE

Edmonton

Du 2 au 6 novembre dernier avait lieu à la Faculté Saint-Jean d'Edmonton la *Semaine vision internationale*, une activité organisée par le Club international de la Faculté.

Plusieurs activités ont eu lieu tout au long de la semaine, allant des danses du sud aux programmes d'études à l'étranger en passant par la vente de gâteries au profit de Centaide et le cinéma du monde. Peu importe l'activité, absolument tout donnait envie de faire ses valises pour mettre le cap sur une

destination lointaine.

C'était le cas notamment de la table ronde sur le voyage, présentée le mercredi midi, où un petit groupe d'étudiants s'était réuni pour partager leurs différentes expériences de voyages et se remémorer des souvenirs souvent des plus cocasses.

C'est ainsi que Mélissa et Céleste ont raconté leur expérience avec le groupe *Au PAIR*, des voyages qui se sont soldés, dans les deux cas, par des retours au pays beaucoup plus rapides que prévu. *AU PAIR* est un organisme qui permet aux jeunes d'aller dans un autre pays pour s'occuper d'enfants. L'expérience permet au jeune de

s'intégrer dans une nouvelle culture et d'apprendre rapidement la langue du pays hôte puisque celui-ci est logé dans la famille des enfants dont il doit prendre soin. Par contre, il n'est pas toujours facile de trouver famille à son pied : les différences de culture et de valeurs sont souvent difficiles à surmonter, voire même impossible dans bien des cas.

Mélissa et Céleste sont toutes deux tombées sur des familles à leur sens un peu spéciales. « La dame voulait que je donne toute une série de médicaments à ses enfants qui n'étaient pas malades afin de les garder en santé, soutien Céleste. Pour moi, ça n'entre pas dans

mes valeurs et j'avais beaucoup de difficultés avec ça. » « La famille pour qui je travaillais m'avait acheté une télévision pour mettre dans ma chambre, se rappelle Mélissa. Sauf que je devais regarder la télévision seule dans ma chambre, ils ne voulaient pas que je m'installe avec eux dans le salon. Moi j'avais besoin de sentir que j'avais une famille, même si ce n'était pas vraiment la mienne. »

Mélissa ajoute que toutes les personnes avec qui elle a parlé qui ont déjà participé à ce programme lui ont dit avoir changé de famille plusieurs fois avant de trouver le foyer idéal.

Les deux voyageuses n'ont pas vécu que des désagréments

en voyage, loin de là. Céleste s'est payé un voyage autour du monde en compagnie de son sac à dos. Lors du départ elle était accompagnée de son cousin, un camarade de voyage qu'elle a troqué pour un autre en cours de route. Pendant 14 mois, elle a visité l'Europe, puis s'est déplacé tranquillement vers l'est, jusqu'en Australie où elle a passé quelques mois pour travailler, question de renflouer son portefeuille. C'est en voyageant de cette façon qu'elle a rencontré une foule de gens intéressants et qu'elle a pu apprécier le mieux son voyage.

De son côté, Mélissa a participé à un programme de *Jeunesse Canada Monde* au Québec et au Burkina Faso. Elle devait passer quatre mois au Québec et quatre mois au Burkina Faso. Pour elle, cette façon de voyager était excellente puisque l'organisation les encadrait beaucoup, surtout au niveau des us et coutumes de l'endroit. Ainsi, elle a pu savoir avant de se mettre les pieds dans les plats que regarder les gens dans les yeux est très impoli dans un pays comme le Burkina Faso.

Céleste, Josée, Mélissa et Mario s'entendent pour dire que la meilleure façon de voyager, de rencontrer des gens intéressants et d'apprendre à connaître un pays est encore de partir par soi-même avec son sac à dos. Par contre, cette façon de faire est plus difficile dans les pays plus démunis puisque les gens de l'endroit voient souvent les touristes comme une façon de faire des sous rapidement.

Entre les histoires de parasites, de coquerelles, d'aéroport et d'autobus, chacun a quitté avec une étincelle dans les yeux, un petit quelque chose qui me dit que certains vont prendre le large d'ici peu...



Agence canadienne
d'évaluation environnementale

Canadian Environmental
Assessment Agency

Avis public

Loi canadienne sur l'évaluation environnementale
Rapport d'étude approfondie
Projet Millenium de Suncor

Par son Projet Millenium, Suncor vise à accroître ses activités d'exploitation de sables bitumineux dans le nord de l'Alberta. Ce projet comporte une hausse de la capacité de production de produits de pétrole brut enrichi à un niveau minimal de 210 000 barils par jour d'ici 2002. La production actuelle est de 85 000 barils par jour.

Le Projet Millennium inclut, à un coût de 2 milliards \$, l'expansion de la Steepbank Mine, la construction et l'exploitation de l'usine d'extraction Millennium, l'installation d'un oléoduc de bitume brut à l'usine d'extraction de base, des modifications à cette usine, un second train d'usine de traitement, des modifications et des ajouts aux installations de production de vapeur et d'électricité, ainsi qu'un plan intégré de gestion et de récupération des résidus.

En vertu de la *Loi canadienne sur l'évaluation environnementale* (la Loi), Pêches et Océans Canada (MPO), autorité responsable du projet, a réalisé une étude approfondie de la proposition et a remis copie du rapport à l'Agence canadienne d'évaluation environnementale (l'Agence).

En application de l'article 22(1) de la Loi, l'Agence invite maintenant le public à commenter les conclusions, les recommandations et tout autre aspect du rapport d'étude approfondie. Tous les commentaires recueillis par l'Agence deviendront partie intégrante du registre public pour le projet.

Les personnes intéressées ont jusqu'au 10 décembre 1998 pour faire parvenir leurs commentaires, dans la langue officielle de leur choix, au chargé de projet de l'Agence.

Bruce Young
Chargé de projet
Agence canadienne d'évaluation environnementale
200, boulevard Sacré-Cœur
Hull (Québec)
K1A 0H3
Téléphone : (819) 994-5227
Télec. : (819) 997-4931
Courriel : bruce.young@ceaa.gc.ca

Le public peut consulter des exemplaires du rapport aux endroits suivants :

Bibliothèque publique Fort McMurray
9907, avenue Franklin
Fort McMurray (Alberta)
T9H 2K4
Personne-ressource : commis aux renseignements
Tél. : (403) 743-7800

Oil Sands Discovery Centre
515, boulevard Mackenzie
Fort McMurray (Alberta)
T9H 4X3
Personne-ressource : Nancy Dodsworth
Tél. : (403) 743-7167

Suncor Energy Inc..
112, 4^e Avenue S.O.
Calgary (Alberta)
T2P 8V5
Personne-ressource : Martin Holysh
Tél. : (403) 269-8724

Pour examiner le rapport d'étude approfondie ou en obtenir copie, veuillez communiquer avec :

Agence canadienne d'évaluation environnementale
10237-104 rue N.O.
Édifice Revillon, pièce 100
Edmonton (Alberta)
T5J 1B1
Personne-ressource : Farida Jetha
Tél. : (403) 422-1410

Pour obtenir de plus amples renseignements sur le projet, veuillez communiquer avec :

Mark Shaw
Directeur
Développement durable
Suncor Energy Inc.
Tél. : (403) 743-6892

NOTA : Tous les documents reçus au sujet de ce rapport seront considérés comme des documents publics.



L'évaluation environnementale d'abord ...
la décision ensuite

Canada

Les maladies
cardiovasculaires
et les accidents
vasculaires
cérébraux causent
chaque année 37%
des décès au pays.



Donnez.

1 888 HSF-INFO

Il y a 80 ans, la première guerre mondiale prenait fin

SIMON PAGÉ

Edmonton

Première partie

Cette année marque le 80^e anniversaire de la fin de la Première Guerre mondiale, considérée par H. G. Wells, le célèbre auteur britannique comme la « Guerre qui mettrait fin à toutes les guerres ». En effet, le 11 novembre 1918, l'Armistice était signée entre les belligérants allemands et alliés dans un wagon spécial d'une petite forêt du nord-est de la France. Le 11^e jour du 11^e mois, à la 11^e heure, la Première Guerre mondiale prenait fin.

Tranchées, boue, désolation, neige, tels sont les mots qui décrivent le plus souvent la Première Guerre mondiale. Des moyens et des armes modernes, mais une stratégie moyenâgeuse utilisée par les généraux qui allaient coûter la vie de millions d'êtres humains. Nul n'aurait pensé que le conflit allait durer de 1914 à 1918. On pensait retourner à la maison avant Noël. « Il ne fallait surtout pas manquer notre chance » disaient la plupart des soldats qui se sont enrôlés dès les premiers jours. Personne ne se doutait que le prix à payer serait une génération complète de jeunes hommes.

Avec un arsenal de guerre moderne - artillerie, explosifs

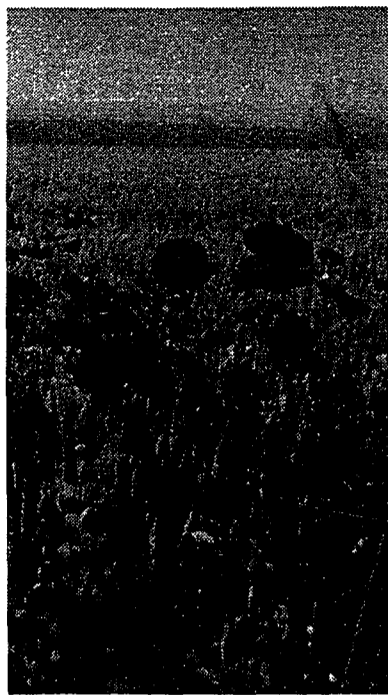


Photo : Simon Pagé

Quelque part en Flandres...

puissants, mitrailleuses - les deux camps qui se faisaient face durent creuser des tranchées pour se protéger. Les deux armées allaient s'affronter sur une distance de 900 km entre la mer du Nord et la frontière suisse, à travers la Belgique et le nord-est de la France. Séparant les deux armées, le *No Man's Land*, ce territoire jonché de corps morts, de fils de fer barbelés, de trous d'obus, de boue et de cratères qui appartenait à personne, mais que l'on devait traverser pour attaquer l'ennemi.

La stratégie utilisée par les deux camps était toujours la même : percer les lignes ennemies et gagner rapidement la guerre. Mais au fur et à mesure que les troupes se lançaient à l'attaque, elles devaient d'abord traverser les fils de fer barbelés, le *No Man's Land* puis affronter les armes redoutables des ennemis, tout cela en portant jusqu'à 30 kilogrammes d'équipement.

La Première Guerre mondiale vit près de 65 000 000 de soldats des deux camps s'affronter. De ceux-ci, 8 500 000 soldats périrent. En ce qui concerne les civils qui sont morts des causes directes ou indirectes de la Grande Guerre, il y en a plus de 10 000 000.

Plus de 600 000 soldats canadiens combattirent auprès des Alliés, pendant la Première Guerre mondiale. 65 000 ne revinrent jamais, soit une proportion de plus de 10%. Plus de 3 000 femmes servirent à titre d'infirmières au sein du service de santé de l'armée canadienne. Alors que quelques-unes servaient dans des hôpitaux derrière les lignes, plusieurs servirent à proximité du feu ennemi et 46 donnèrent leur vie. Ces infirmières aidèrent à traiter près de 200 000 Canadiens blessés au cours de la guerre.

Le Canada en 1914 :

La formation du Corps Expéditionnaire Canadien (CEC)

En 1914, le Canada était un pays tout jeune. À cette époque, la population du Canada était de 8 000 000 d'habitants dont de nombreux immigrants récemment arrivés. Même si le Canada était un pays en 1914, c'est la Grande-Bretagne qui décidait de son sort au niveau des affaires internationales. Dès que la Grande-Bretagne déclara la guerre à l'Allemagne, le 4 août 1914, le Canada était aussi en guerre, qu'il l'ait souhaité ou non. Un corps expéditionnaire fut formé. L'armée régulière du Canada ne comptait que 3 110 hommes. Malgré tout, plusieurs volontaires se rendirent aux nombreux centres de recrutement à travers le pays. En l'espace de quelques semaines, plus de 32 000 hommes se retrouvèrent au camp de Valcartier, près de Québec. En octobre 1914, la Première Division canadienne était en Angleterre. Ils passèrent l'hiver à s'entraîner dans la boue de Salisbury Plains en prévision de leur premier engagement.

(Deuxième partie la semaine prochaine)

NOUVEAUTÉS

Christine Dumitriu
Van Saanen,L'univers
est, donc
je suis

ISBN 2-921353-58-X 60 pages, 12,95 \$

Extatiques métamorphoses d'une mystique où la matière à sa naissance s'y trouve.
Pierre-Raphaël Pelletier

Quand
j'aurai
retrouvé
mon fils

Dunon Dumitriu

Denise
BerkhoutQuand
j'aurai
retrouvé
mon fils

À peine sortie de l'adolescence, Élise se retrouve seule avec deux enfants. Quand elle rejoint son mari, un événement déchirant bouleverse sa vie.

Éditions des Plaines

C.P. 123, Saint-Boniface MB R2H 3B4
Tél. : (204) 235-0078 / Téléc. : (204) 233-7741

L'OFFICE NATIONAL DU FILM DU CANADA PRÉSENTE

LE TROISIÈME CIEL

Un film de Georges Payraastre



Une rencontre intime et émouvante
avec une famille canadienne d'origine chinoise.

Le vendredi 20 novembre à 19 heures
à la télévision de Radio-Canada.



AVIS AUX ARTISTES

Le Secrétariat provincial de l'ACFA est à la recherche d'un dessin, d'une peinture, d'une photo ou d'une aquarelle pour illustrer sa carte de Noël.

Veuillez faire parvenir vos oeuvres au plus tard le 19 novembre prochain avant 16 heures à l'adresse suivante:

Secrétariat provincial de l'ACFA

Pièce 303

8527-91^e rue

Edmonton, Alberta

T6C 3N1



Pour plus d'informations, veuillez communiquer avec Lyne au 403-466-1680, poste 210.

La tulipe est l'emblème floral du Parkinson

(NC)—Le célèbre horticulteur hollandais, J. Van der Wereld, lui-même atteint de la maladie de Parkinson, a fait homologuer son cultivar primé sous le nom de bulbe du «Docteur James Parkinson» en l'honneur du Docteur James Parkinson, un médecin britannique qui, en 1817, a été le premier à décrire les symptômes de la maladie. Depuis 1984, cette superbe tulipe rouge et blanche a été utilisée au Canada pour promouvoir avril comme le mois de sensibilisation à la maladie de Parkinson. On peut se procurer le bulbe dès septembre auprès de tous les groupes de soutien de la Fondation canadienne du Parkinson et les fonds recueillis servent à la recherche. Pour connaître l'adresse du groupe de soutien de votre région, appelez au 1 800 565-3000.



Ne risquez rien en vendant votre grain

Ne traitez qu'avec des compagnies céréalières agréées.

Seuls les titulaires d'une licence de la CCG déposent une garantie pour couvrir les sommes d'argent qu'ils vous doivent s'ils font faillite. Si vous cultivez des céréales, des oléagineux ou des cultures spéciales, et vous voulez vous protéger,

- ne traitez qu'avec des compagnies céréalières agréées
- exigez le paiement le plus tôt possible — de préférence, immédiatement
- obtenez les documents pertinents
- respectez les dates limites pour remettre votre demande de remboursement si une compagnie manque à ses obligations de paiement envers vous.

C'est à vous qu'il incombe de connaître

- les compagnies qui sont agréées
- vos droits et vos responsabilités aux termes de la Loi sur les grains du Canada.

Appelez-nous.

1-800-853-6705
fhodgkinson@cgc.ca
www.ccg.ca



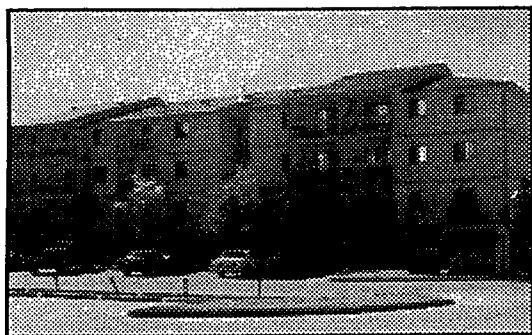
Commission canadienne des grains

Canadian Grain Commission

Canada

SOCIÉTÉ CANADIENNE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT

OCCASION D'INVESTISSEMENT EN ALBERTA



Nom de l'ensemble : Westcliffe Apartments

Adresse : 9805 et 9809, 99^e Avenue, Lac La Biche (Alberta)

Avantages d'investissement : Assurance prêt LNH couvrant jusqu'à 85 % du prix de vente (aux acheteurs admissibles)

Particularités de l'ensemble :

- 2 immeubles de 3 1/2 étages, de 35 logements
- ossature de bois avec parement extérieur combinant cèdre et stucco
- 22 logements de une chambre
- 32 logements de deux chambres
- 16 logements de trois chambres
- 70 places de stationnement extérieures munies de prises de courant reliées au compteur de chaque logement
- réfrigérateur, cuisinière, lave-vaisselle
- appareils de buanderie - loués
- revenu locatif mensuel possible : 31 880 \$

Pour obtenir plus d'informations, y compris un prospectus, veuillez téléphoner ou écrire à l'endroit suivant :

Société canadienne d'hypothèques et de logement
C.P. 2560, 500, 708, 11^e Avenue S.-O.,

Calgary (Alberta) T2P 2N9

Téléphone : Kurt Penner (403) 515-2949. Télécopieur : (403) 515-2932.

Adresse électronique : kpenner@cmhc-schl.gc.ca

Date limite : Les propositions doivent parvenir à nos bureaux avant 14 heures, heure de Calgary, le 2 décembre 1998.

SCHL CMHC
Canada

Sur le bout de la langue



Annie Bourret (APF)

Fêter la Saint-Lundi

Le mot semaine apparaît vers l'an 1050 en français. Du latin *septimana* (relatif à sept), il désigne les cycles de sept jours dans les calendriers occidentaux et chrétiens de l'époque. Curieusement, c'est l'adjectif hebdomadaire (du grec *hebdomas* pour «semaine») que nous employons pour parler d'un événement qui a lieu chaque semaine. Le mot *semainier* existe pourtant depuis 1200, mais avec le sens de «personne qui assure un service d'une semaine» et, aussi, celui d'un agenda.

L'élément *di* du nom des jours de la semaine provient du latin *dies* («jour»), généralement accolé au nom d'un dieu. Lundi est le «jour de la lune» (*lundsdi* en 1119), tandis que *mardi*, apparu en français en 1110, a le dieu romain de la guerre pour patron (jour de Mars). La notion de *mardi gras* désigne le dernier jour du carnaval avant le Carême chrétien.

Au XVII^e siècle, la prononciation *mércredi* pour mercredi était la plus populaire en France, avant d'être condamnée par Vaugelas (1585-1650). Au Canada, nous avons longtemps maintenu cette variation. À l'origine *mercoris dies*, le

mercredi rappelle le nom de Mercure, dieu romain du commerce et des voyages.

Le jeudi est le jour de Jupiter, le dieu des dieux. Dès 1470, le jeudi est associé à un jour gras, probablement à cause de la coutume catholique de jeûner le vendredi. L'expression *en la semaine à deux jeudis* (1491) reflète le souhait d'avoir plus d'un jour faste par semaine. Dès le XVI^e siècle, on augmente à trois le nombre de jeudis désirables dans une semaine, lesquels passent à quatre au XIX^e siècle, dans l'expression *la semaine des quatre jeudis*. En Amérique du Nord, cette expression évoque un moment utopique et non le sens de «congé scolaire» qu'elle possède en France.

Vénus, déesse romaine de l'amour, a donné son nom au vendredi. L'expression *tel qui rit vendredi dimanche pleurera* vient de Racine (1639-1699). Vendredi fut longtemps le «jour maigre», c'est encore le *vendredi saint*, précédant Pâques. Enfin, il faut signaler le *vendredi treize*, funeste ou chanceux, c'est selon.

Le samedi (de *sambati dies*) signifie littéralement le «septième jour». En France, on prétend d'une personne née un

samedi qu'elle est paresseuse, au Québec on disait autrefois d'une femme très pomponnée qu'elle était *crétée en samedi soir* (*crétée* est un bricolage phonétique et sémantique de l'anglais *crated*).

De nombreux dimanches, notamment le dimanche des Rameaux, désignent des événements religieux. Ils rappellent ainsi l'origine du dimanche, c'est-à-dire le jour du Seigneur (*dies dominica*). Le mot dimanche occupe une place importante dans le lexique français, comparativement aux autres jours de la semaine. Il signifie «amateur» dans *peintre du dimanche* et *chauffeur du dimanche*. La tournure *habits du dimanche* rappelle qu'il fallait porter des vêtements ce jour-là, tout comme *s'endimancher*. L'adjectif *endimanché* peut aussi évoquer la gaucherie, grâce à la locution *avoir l'air endimanché*.

Enfin, le dimanche peut être aussi prétexte à *fêter la Saint-Lundi*, c'est-à-dire ne pas travailler le lundi parce qu'on a fait la fête la veille...

Faites parvenir vos commentaires par courriel à abourret@bc.sympatico.ca ou à la rédaction du journal.

ATTENTION... ATTENTION... ATTENTION...

Vous avez jusqu'au 30 novembre 1998 pour renouveler votre membership à l'ACFA sinon votre abonnement disparaîtra en fumée!

Dépêchez-vous avant qu'il ne soit trop tard!



Depuis 1928, le seul hebdomadaire de langue française en Alberta

Le Franco

OFFRE D'EMPLOI

**REPRÉSENTANT DES VENTES
PUBLICITÉ DE L'ANNUAIRE**

LE FRANCO est à la recherche d'une personne intéressée à vendre de la publicité pour la prochaine édition de l'ANNUAIRE des organismes, des commerçants et des professionnels francophones de l'Alberta.

FONCTIONS:

Sous l'autorité de la directrice, vendre de la publicité à travers la province pour la prochaine édition de l'ANNUAIRE. La personne choisie devra se déplacer en province pour rencontrer les clients potentiels.

EXIGENCES:

- Bonne expérience dans le domaine de la vente en général; expérience de la vente de publicité sera un atout important
- Bilingue (français/anglais)
- Personne dynamique
- Posséder une auto

SALAIRE:

Commission intéressante sur les ventes.

DURÉE DE L'EMPLOI:

Décembre 1998 à mars 1999

Les personnes intéressées par cet offre d'emploi doivent faire parvenir leur curriculum vitae dès que possible.

Concours Représentant des ventes

Le Franco
201, 8527-91e Rue
Edmonton (Alberta)
T6C 3N1

LE FRANCO souscrit au principe de l'égalité en matière d'emploi.

L'ambassadeur du Canada en France :

**De la grande visite à
Calgary !**

Photo : Suzanne de Courville Nicol Sawyer

L'ambassadeur du Canada à Paris, M. Jacques Roy et la directrice pour la région des Prairies du Conseil pour l'unité canadienne, Mme Michèle Stanners.

SUZANNE SAWYER

Calgary

Me Brian Felesky, avocat de grande renommée à Calgary et membre de l'exécutif du Conseil pour l'unité canadienne (CUC) pour la région des Prairies, recevait récemment à Calgary, monsieur Jacques Roy, l'ambassadeur du Canada en France.

Invité par Me Felesky, des gens de Calgary disaient être choqués de rencontrer l'ambassadeur Roy lors d'un déjeuner-conférence organisé par le CUC, à l'hôtel Westin. On reconnaissait la main agile et efficace de la directrice du CUC, Me Michèle Stanners au succès de cet événement.

Se référant à la Journée du Souvenir, l'unique journée officielle au Canada pour commémorer nos combattants, Monsieur Roy étonnait son auditoire. « En France, disait-il, il y a 365 Journées du Souvenir ! Je reçois au moins une soixantaine d'invitations pour représenter le Canada à toutes ces cérémonies formelles, pour commémorer le rôle que les Forces canadiennes ont joué en France, pendant les deux guerres mondiales. »

Parlant de fierté canadienne, notre ambassadeur ajoutait : « Je dois vous dire qu'à chaque occasion, le cœur me gonfle de profond respect et de reconnaissance envers nos combattants, ainsi que de grande fierté à représenter le Canada. » Il soulignait également qu'à chaque occasion, le drapeau du Canada était bien en évidence ajoutant à la blague : « On croirait bien que Mme Copps me précède à chaque événement, en laissant sa carte de visite de multiples drapeaux canadiens. »

Suite à cette réception, Me Stanners et la présidente du Conseil de Coordination du Centre Sud, madame Suzanne de Courville Nicol Sawyer, ont accompagné l'ambassadeur Roy pour une courte visite du Centre scolaire communautaire La Cité des Rocheuses. Monsieur Roy était par la suite le conférencier invité au Collège Mount-Royal.

**Spécialiste des eaux
régionales**

Administration du rétablissement agricole des Prairies (ARAP)

Agriculture et Agro-alimentaire Canada

Red Deer (Alberta)

Ce poste à temps plein présentant des perspectives stimulantes et valorisantes est offert aux personnes résidant à l'ouest du lac Supérieur et au sud du 60^e parallèle.

Vous fournirez de l'information, des conseils et des services techniques en matière de ressources en eau de même que des consultations financières aux producteurs agricoles, aux entreprises et collectivités rurales, aux gouvernements locaux et au ministère en vue de favoriser le développement durable et l'entretien des ressources dans les parties rurales de la région de Red Deer. Vous toucherez un salaire annuel variant entre **46 012 \$** et **55 493 \$**.

Vous devez avoir obtenu un diplôme d'une université reconnue avec une spécialisation acceptable dans le domaine des ressources en eau, du génie, de l'agriculture, de la géographie ou dans une autre science pertinente. L'expérience dans la planification et/ou l'implantation de programmes et de projets en gestion des eaux dans les Prairies est essentielle, idéalement pour les secteurs de l'agriculture et de l'agro-alimentaire.

La maîtrise de l'anglais est essentielle, et vous devez être disponible pour voyager au besoin. Il vous faut également posséder un permis de conduire valide ou avoir la capacité personnelle de vous déplacer normalement associée au fait de détenir un permis de conduire valide.

Si ce poste vous intéresse, veuillez acheminer votre curriculum vitae d'ici le **30 novembre 1998**, en mentionnant le numéro de référence **AGR9073CR75-N(W8F)**, à la **Commission de la fonction publique du Canada, 9700, avenue Jasper, bureau 830, Edmonton (Alberta) T5J 4G3. Télécopieur : (403) 495-2098. Courriel : pscedm@psc-cfp.gc.ca** Pour postuler par voie électronique, visitez notre site Internet à **www.psc-cfp.gc.ca/jobs.htm**

Nous remercions tous ceux et celles qui soumettent leur candidature; nous ne communiquerons qu'avec les personnes choisies pour la prochaine étape. La préférence ira aux personnes de citoyenneté canadienne.

Nous souscrivons au principe de l'équité en matière d'emploi.
This information is available in English.



Commission de la fonction publique
du Canada

Public Service Commission
of Canada

Canada

**Directrice principale ou
directeur principal de projet**

Travaux publics et Services gouvernementaux
Canada

Edmonton (Alberta)

Poste offert aux personnes résidant à l'est des Rocheuses, à l'ouest du lac Supérieur et au nord du 60^e parallèle.

Nous acceptons des candidatures au poste de directrice principale ou directeur principal de projet pour le bureau d'Edmonton. Si vous êtes une directrice ou un directeur avant-gardiste ayant l'esprit d'équipe et le souci du service à la clientèle et possédant des aptitudes démontrées pour la planification, la direction et la coordination de projet auprès d'une clientèle variée, comprenant des entreprises privées ainsi que des ressources à l'interne et/ou des groupes d'intérêt spéciaux, ce poste est pour vous. Il vous faut également vous y connaître dans la prestation de services de gestion de projet en vue de la conception, de l'aménagement et de la construction de bâtiments de moyenne ou grande dimension. Vous toucherez un salaire annuel variant entre **63 059 \$** et **75 877 \$**.

Pour accéder à ce poste stimulant, vous devez posséder un diplôme décerné par une université reconnue en génie civil, mécanique ou électrique ou dans une autre discipline pertinente du génie et être admissible à une attestation d'ingénieur professionnel au Canada. En plus de faire preuve de leadership, vous avez de l'expérience dans la direction de projets touchant des bâtiments ou des ressources connexes comportant divers degrés de complexité et d'envergure, notamment aux étapes de planification, de conception et de construction, et avec les mécanismes de résolution de litige.

La maîtrise de l'anglais est essentielle. Il vous faut également être disponible pour de fréquents déplacements et posséder un permis de conduire valide ou avoir la capacité personnelle de vous déplacer normalement associée au fait de détenir un permis de conduire valide. Une vérification approfondie de la fiabilité et de la sécurité sera effectuée avant la nomination.

Si ce poste vous intéresse, veuillez acheminer un curriculum vitae détaillé d'ici le **30 novembre 1998**, en indiquant clairement en quoi vous correspondez aux exigences du poste ainsi que votre citoyenneté, et en mentionnant le numéro de référence **SVC9149CR75(W8F)**, à la **Commission de la fonction publique du Canada, 9700, avenue Jasper, bureau 830, Edmonton (Alberta) T5J 4G3. Télécopieur : (403) 495-2098. Courriel : pscedm@psc-cfp.gc.ca** Pour postuler par voie électronique, visitez notre site Internet à : **www.psc-cfp.gc.ca/jobs.htm**

Nous remercions tous ceux et celles qui soumettent leur candidature; nous ne communiquerons qu'avec les personnes choisies pour la prochaine étape. La préférence ira aux personnes de citoyenneté canadienne.

Nous souscrivons au principe de l'équité en matière d'emploi.
This information is available in English.



Commission de la fonction publique
du Canada

Public Service Commission
of Canada

Canada

SAVEZ-VOUS QUE...



(NC)—Les langues, un atout en affaires. Les français et l'anglais sont des langues internationales; notre connaissance de ces langues rehausse notre compétitivité et notre influence à l'échelle internationale.

LA FÉDÉRATION DES PARENTS FRANCOPHONES DE L'ALBERTA (FPFA)

est à la recherche d'une personne visionnaire et dynamique pour combler le poste de :

DIRECTION GÉNÉRALE



Sous la responsabilité du Conseil d'administration de la Fédération, le ou la titulaire est responsable de :

- la mise en œuvre du plan stratégique et du processus décisionnel de l'organisme
- la liaison avec les comités de parents membres, les partenaires régionaux et provinciaux
- l'obtention du financement, l'administration du budget et la gestion des finances
- la gestion du personnel

Le ou la titulaire doit posséder une formation universitaire ou une expérience équivalente en éducation et en administration ainsi que des compétences et des expériences dans les domaines suivants :

- l'administration, la planification et l'organisation
- l'éducation française langue première en milieu anglo-dominant
- le fonctionnement de l'appareil gouvernemental et du système d'éducation albertain
- le travail en équipe avec un conseil d'administration et un personnel
- la langue française parlée et écrite, ainsi que la langue anglaise

Lieu de travail : Edmonton en Alberta

Entrée en fonction : 4 janvier 1999

Salaire : selon l'échelle de salaire en vigueur

Les personnes intéressées à ce poste doivent faire parvenir leur demande d'emploi avant le 23 novembre 1998 à :

Madame Sylvie Mercier, présidente

Fédération des parents francophones de l'Alberta

203 - 8527 rue Marie-Anne Gaboury (91^e rue) Edmonton (AB) T6C 3N1

Afin de les rattacher au réseau :

2 millions de dollars pour les autochtones

EDMONTON

Deux groupes de développement économique autochtone obtiennent de Diversification de l'économie de l'Ouest (DEO) une subvention de plus de 2 millions de dollars pour lancer deux nouveaux projets.

La subvention, répartie sur une période de trois ans, permettra aux agents de développement économique autochtone qui manquent terriblement d'outils technologiques, de se rattacher au réseau informatique, ce qui les aidera à mieux servir les entrepreneurs de leur collectivité.

Le premier projet sera lancé ce mois-ci et une tranche de 552 mille dollars servira à l'achat de matériel informatique et à donner de la formation aux

membres du Réseau des agents de développement économique des autochtones de l'Alberta (RADEAA), composé de 50 agents de développement économique des Premières nations. Avec l'aide à la coordination de l'Alberta Indian Investment Corporation, chaque agent recevra un ordinateur, une imprimante, l'accès à Internet et de la formation. Cela donnera aux agents situés dans 44 collectivités des Premières nations réparties partout en Alberta, les moyens d'aider davantage les entrepreneurs des réserves, de mieux communiquer entre eux et de partager l'information. En outre, la technologie permettra aux agents d'avoir un lien direct avec le Réseau de services aux entreprises de l'Ouest canadien. Ce réseau offre des programmes et des services aux entreprises par l'entremise de DEO, des

Centres de services aux entreprises du Canada, des Sociétés d'aide au développement des collectivités et des bureaux de l'Initiative pour les femmes entrepreneurs.

« Donner de l'appui aux groupes de développement économique favorise la croissance et la création d'emplois dans l'Ouest du Canada, » affirme M. Ronald J. Duhamel, secrétaire d'État de Diversification de l'économie de l'Ouest et de Sciences, Recherche et Développement. « Ces initiatives donneront aux entrepreneurs autochtones les outils appropriés pour réussir au seuil du nouveau millénaire. »

« Assurer à chaque agent de développement économique l'accès à l'information est d'une importance vitale, » signale M. Don Morin, directeur général de la société d'investissement des autochtones de l'Alberta (Alberta Indian Investment Corporation). « Avoir ce trésor d'informations à portée de la main permettra aux agents de découvrir des débouchés que les entrepreneurs et les collectivités pourront, on l'espère, exploiter. Grâce à des ordinateurs plus performants, les agents pourront aussi travailler plus efficacement. »

Le deuxième projet, semblable à celui du RADEAA, accordera environ 1,6 million de dollars pour l'achat d'ordinateurs et de matériel informatique destinés aux agents du Conseil pour l'avancement des agents de développement autochtones. Ce projet permettra à 400 agents de développement économique situés dans les quatre provinces de l'Ouest d'avoir accès à la nouvelle technologie et de profiter des avantages de la communication en direct. Cela aidera les agents à rehausser les normes de services offerts, non seulement aux collectivités des Premières nations, mais aussi aux nations métis des quatre provinces et au Conseil des peuples autochtones. La première phase de ce projet, dont bénéficieront les quatre provinces, commencera en Alberta en janvier 1999, la deuxième phase couvrira le Manitoba en 1999-2000 et en 2000-2001, la phase finale couvrira la Saskatchewan et la Colombie-Britannique.

Agente ou agent de correction I ou II

Solliciteur général, Service correctionnel du Canada
Okimaw Ohci (pavillon de ressourcement),
Maple Creek (Saskatchewan)

Poste offert aux personnes résidant à l'est des montagnes Rocheuses, au sud du 60^e parallèle et à l'ouest du lac Winnipegosis. Les résultats du présent concours pourraient être utilisés afin de pourvoir ultérieurement des postes occasionnels, temporaires ou de durée indéterminée.

Vous fournirez des services de soutien holistique à des détenues autochtones sous responsabilité fédérale. Le salaire horaire débute à 14,99 \$ pour le poste d'agente ou agent de correction I et à 17,80 \$ pour le poste d'agente ou agent de correction II.

Vous avez terminé les études secondaires ou possédez une formation équivalente, définie comme suit : une note satisfaisante à l'examen CFP 320, la réussite d'un test d'équivalence de niveau secondaire approuvé par votre province ou territoire, ou une combinaison acceptable de scolarité, de formation et d'expérience. La préférence pourrait être accordée aux personnes ayant une formation postsecondaire dans un domaine pertinent. Il vous faut également avoir une vaste expérience de situations nécessitant des relations directes avec les gens dans un contexte de formation, de travail rémunéré et/ou de bénévolat, dans lequel vous avez démontré votre habileté dans la résolution de problèmes, les relations interpersonnelles et toute activité dans laquelle les services conseil et d'aide ainsi que la formation jouent un rôle important. Les personnes qui savent dactylographier sur un clavier d'ordinateur pourraient être avantagées. Il vous faut aussi détenir un permis de conduire en règle ainsi qu'une attestation de compétence valide en RCR (Cardio-secours plus) et une autre en secourisme général, décernée par l'Ambulance Saint-Jean ou la Croix-Rouge. Vous devrez vous soumettre à un examen médical de Santé Canada et avoir réussi l'Examen de compétence générale (ECG-II) ainsi que le Programme de formation correctionnelle.

La maîtrise de l'anglais est essentielle. Une connaissance étendue d'une langue autochtone constitue un atout. Une vérification approfondie de la fiabilité sera effectuée.

Si ce poste vous intéresse, veuillez acheminer votre curriculum vitae et une demande d'emploi CFP 3391 d'ici le 20 novembre 1998, accompagné d'une copie de vos attestations de scolarité, de votre permis de conduire de même que de vos attestations de RCR et de secourisme, en mentionnant le numéro de référence 98-133(W8F), au Service du personnel, Centre psychiatrique régional, Service correctionnel du Canada, C.P. 9243, 2520, avenue Central, Saskatoon (Saskatchewan) S7K 3X5. Télécopieur : (306) 975-6024. Pour de plus amples renseignements, téléphonez au (306) 975-4236. Vous pouvez postuler par voie électronique à : www.psc-cfp.gc.ca/jobs.htm

Nous remercions tous ceux et celles qui soumettent leur candidature; nous ne communiquerons qu'avec les personnes choisies pour la prochaine étape. La préférence ira aux personnes de citoyenneté canadienne.

Nous souscrivons au principe de l'équité en matière d'emploi.
This information is available in English.



Commission de la fonction publique
du Canada

Public Service Commission
of Canada

Canada

Gestionnaire, Service des communications

Affaires indiennes et du Nord Canada
Regina (Saskatchewan)

Ce concours est ouvert aux personnes résidant à l'ouest du lac Supérieur, au sud du 60^e parallèle et à l'est des montagnes Rocheuses.

En tant que responsable d'un petit bureau du Service des communications, vous prodiguerez de judicieux conseils en matière de planification et de gestion des activités de communication visant à promouvoir auprès du public la politique gouvernementale sur les questions relatives aux premières nations. Vous toucherez un salaire variant entre 56 243 \$ et 63 193 \$.

Vous possédez un diplôme universitaire en journalisme, en communications ou dans une autre discipline connexe aux fonctions du poste, ou encore une combinaison acceptable de scolarité, de formation et d'expérience. Vos antécédents de travail englobent les relations avec les médias ainsi que la recherche et la production d'outils de communication, y compris des articles, des discours et des communiqués de presse. En outre, vous avez déjà conseillé de hauts responsables de programme en ce qui touche les activités liées aux communications publiques, à l'information et aux relations avec les médias. À cette expertise s'ajoute un souci des vues et positions des premières nations sur les questions d'ordre régional.

La maîtrise de l'anglais est essentielle. Une vérification approfondie de la fiabilité sera effectuée avant la nomination.

Si ce poste stimulant de gestionnaire vous intéresse, veuillez faire parvenir un curriculum vitae complet d'ici le 27 novembre 1998, en démontrant clairement que vous possédez les qualités nécessaires et en mentionnant le numéro de référence IAN-OC-SASK-EX-24(W8F), aux Affaires indiennes et du Nord Canada, 2221, rue Cornwall, Regina (Saskatchewan) S4P 4M2. Télécopieur : (306) 780-8263. Pour plus d'information, veuillez communiquer avec Marilyn Friday au (306) 780-7535. Pour postuler par voie électronique, visitez notre site Internet à : www.psc-cfp.gc.ca/jobs.htm

Nous remercions tous ceux et celles qui soumettent leur candidature; nous ne communiquerons qu'avec les personnes choisies pour la prochaine étape. La préférence ira aux personnes de citoyenneté canadienne.

Nous souscrivons au principe de l'équité en matière d'emploi.
This information is available in English.



Commission de la fonction publique
du Canada

Public Service Commission
of Canada

Canada

SAVEZ-VOUS QUE...

Très populaire. Les programmes d'immersion en français attirent des centaines de milliers d'élèves canadiens, et la demande continue de dépasser le nombre de places disponibles et d'enseignants qualifiés.



NC

PETITES ANNONCES

Dans le but de vous offrir un meilleur service, LE FRANCO vous offre une chronique de petites annonces.

Tarifs: 7 \$ pour 20 mots ou moins pour 1 semaine; 12 \$ pour 20 mots ou moins pour 2 semaines Plus de 20 mots: 0,10 \$ de plus par mot. Annonces encadrées: 3,50\$ de plus. Vous devez ajouter 7% (TPS).

Toutes les petites annonces doivent nous parvenir accompagnées du paiement: chèque ou mandat-poste avant le lundi midi (12h00). Aucune annonce ne sera acceptée par téléphone. Toute annulation peut être faite par téléphone en composant le 465-6581 avant le lundi midi. Nous n'acceptons pas les frais d'appel. Faites votre chèque ou mandat-poste à l'ordre de:

LE FRANCO 201, 8527 - 91e Rue Edmonton (AB) T6C 3N1
Tél.: 465-6581

Paroisses francophones

Messes du dimanche

CALGARY

Ste-Famille
1719 - 5 rue S.O.
Samedi: 17h
Dimanche: 10h30

CENTRALTA

Legal
Paroisse St-Emile
dimanche: 11h00

St-Albert
Chapelle Connelly-McKinley
9, Muir Drive
Dimanche: 10h

EDMONTON ET ALENTOURS

St-Thomas d'Aquin
8410-89e rue
Samedi: 16h30
Dimanche: 9h30 et 11h00

Immaculée-Conception
10830-96e rue
Dimanche: 10h30

Ste-Anne
9810-165e rue
Dimanche: 10h30

Paroisse St-Joachim
9928-110e rue
Mer., ven. et sam. 17h
Dimanche: 10h30

Beaumont, St-Vital
4905-50e rue
Dimanche: 9h30

ST-ISIDORE

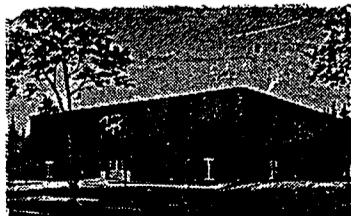
Paroisse St-Isidore
Dimanche: 11h30

ST-PAUL

1er, 3e et 5e samedi à 19h30
Dimanche: à 9h30

Connelly McKinley Ltd.

Salon Funéraire



10011 - 114^e Rue
Edmonton, Alberta
422-2222

9, Muir Drive St-Albert 256, rue Fir Sherwood Park
458-2222 464-2226

McCuaig Desrochers

BARRISTERS SOLICITORS AVOCATS NOTAIRES

Au service de la francophonie albertaine

2401 Toronto Dominion Tower
Edmonton Centre N.W.
Edmonton ab T5J 2Z1

Tél.: (403) 426-4660
Fax.: (403) 426-0982



Paulette Maltais, R.E., M.A.
AGENTE IMMOBILIÈRE

A.L.L. Stars Realty Ltd.
312 Saddleback Road
Edmonton, Alberta T6J 4R7
Bureau 403-434-4700
Téléc.: 403-436-9902
Courriel: c21edm@aol.com



Gîte du passant L'Amy du Roy

Hôtes: E. Amyotte - J. Roy
8514-86 Avenue
Edmonton (Alberta) Canada T6C 1J5

RÉSERVATIONS: (403) 465-3225



DR COLETTE M. BOILEAU

DENTISTE

350, West Grove Professional Bldg.
10230 - 142^e Rue, Edmonton, Alberta T5N 3Y6

Tél.: 455-2389

Dr Léonard Nobert

Dentiste

54 Rue St. Micheal, St-Albert, Alberta T8N 1C9
Téléphone: 459-8216

CADRIN DENTURE CLINIC

Bernard Cadrin

Édifice G.B. 9562 - 82e Avenue
Edmonton, Alberta T6C 0Z8
Entrée ouest, plancher principal

Bur.: 439-6189

Rés.: 465-3533

Dr J. Georges Sabourin

B.A., M.D., F.R.C.S. (C)

303 Hys Centre • 11010 - 101^e Rue
Edmonton, Alberta T3H 4B8

Obstétricien

Tél.: 421-4728

Gynécologue

DR R.D. BREault

• DENTISTE •

Strathcona Medical Dental Bldg.

Pièce 302, 8225 - 105^e Rue, Edmonton, Alberta T6E 4H2

Tél.: 439-3797

DUROCHER SIMPSON

AVOCATS

Service personnalisé et efficace
d'une équipe d'avocats expérimentés

Contactez: M^e Allan W. Damer, avocat

EDMONTON: 801 Esso Tower, Scotia Place,

10060 avenue Jasper

Tél.: 420-6850

MORINVILLE: 10201 100 avenue

Tél.: 939-2936 (mardi et jeudi)



PATENAUDE COMMUNICATIONS

Jean Patenaude, réalisateur
Vidéo - radio - télévision

8408 - 56 rue, Edmonton, Alberta T6B 1H7 Canada

Téléphone (403) 466-8565



MEMBRE DU EDMONTON REAL ESTATE BOARD

GUY C. HEBERT

200 - 14 RUE PERRON, ST-ALBERT (ALBERTA) T8N 1E4
Rés.: 459-5491 Bur.: 459-7786 Téléc.: 459-0235

Nous desservons
Edmonton et la région

PEINTRE



PHILIPPE JACOB
Résidentiel et Commercial/Bon Prix
Tél: (403) 461-1067



Nettoyage de tapis, fauteuils et
plafonds avec le système
Fabri Zone

Tapis nettoyés, purifiés et secs
en dedans de 2 heures

J.-M. Cadrin Service (24 heures)
8829 - 95e Rue 426-6625
Edmonton, Alberta Rés.: 468-3067
T6C 3W6 Téléc.: 463-2514

Abonnez-vous dès maintenant!

Depuis 1928, le seul hebdomadaire de langue française en Alberta

Le Franco

- ☐ 1 AN - 26,75\$
- ☐ 2 ANS - 48,15\$
- ☐ HORS CANADA - 1 AN - 51,36\$
(TPS incluse - tous les tarifs)

N.B.: Les membres de l'ACFA reçoivent un abonnement GRATUIT au FRANCO.
Adressez-vous au bureau de votre régionale pour devenir membre.

Nom:

Adresse:

Ville: Province:

Code postal:

Téléphone:

Votre chèque ou mandat de poste libellé à l'ordre du Franco (En lettres moulées S.V.P.)

201, 8527 - 91e rue, Edmonton, Alberta, T6C 3N1

Téléphone: 465-6581, Télécopieur: 465-3647

Courrier électronique: n.kermoal@francalta.ab.ca



Régional en bref

ALBERTA

Nomination

M. Jean Watters, très connu de la francophonie albertaine pour y avoir travaillé pendant plusieurs années, sera officiellement confirmé dans son poste de recteur de l'Université Laurentienne en Ontario, le samedi 7 novembre prochain. La cérémonie aura lieu dans le cadre de la cérémonie de la Collation des grades de l'automne. M. Watters deviendra la huitième personne à occuper ce poste.

Renouvellement de l'entente

La tournée de l'Équipe Francophonie réunissant des porte-paroles des communautés

francophones de toutes les provinces et territoires tenues récemment à Ottawa a été un grand succès de l'avis de ses participants albertains. Grâce au travail de la FCFA du Canada, des rencontres ont été coordonnées, un message de solidarité a été envoyé et la rencontre a pu avoir de l'impact qui sera décisif lors du renouvellement des ententes Canada-communauté. Selon la présidente de l'ACFA provinciale, Mme Louissette Villeneuve, ce genre de rencontre est très important afin de s'assurer que les décideurs connaissent les besoins de la francophonie avant de prendre des décisions qui influenceront le développement de la francophonie pour les cinq prochaines années.

EDMONTON

Conférence

M. Desmond Tutu, bien connu pour avoir œuvré aux côtés de Nelson Mandela contre l'apartheid, donnera une conférence à l'Université de l'Alberta le dimanche 29 novembre 1998 à 15h00 au *Northern Alberta Jubilee Auditorium*. La conférence portera sur les droits humains.

Conseil scolaire

Le conseil scolaire du Centre-Nord, le seul à avoir tenu des élections en octobre dernier, a tenu sa réunion organisationnelle le 2 novembre dernier. Denis Tardif a été reporté à la

présidence du conseil pour une autre année et Pierre Desrochers a été élu au poste de vice-président. Les autres conseillers sont Mmes Patricia Rijavek, Christiane Spiers ainsi que M. Zacharie Magnan.

Opéra

L'opéra d'Edmonton présente *Le mariage de Figaro* de Wolfgang Amadeus Mozart, le samedi 28 novembre 1998 à 20h00, le mardi 1er décembre et le jeudi 3 décembre 1998 à 19h30. C'est le baryton Peter Volpe qui interprètera le rôle de Figaro et la soprano Brenda Harris qui interprètera le rôle de la comtesse.

FALHER

Salon jeunesse

Le tout premier salon d'information pour la jeunesse francophone en Alberta aura lieu le 20 novembre prochain au gymnase de l'école Héritage à Falher. Ce salon regroupera des personnes ressources, des entreprises, des groupes communautaires, des établissements d'éducation et des agences gouvernementales qui offriront aux jeunes de l'information sur la recherche d'emploi, les débouchés, l'entrepreneuriat et une foule de sujets qui les touchent.

ENCORE EN VENTE

NOUVELLES OBLIGATIONS D'ÉPARGNE DU CANADA

UN PLACEMENT SÛR ET GARANTI

Pour vous procurer le sentiment de sécurité auquel vous aspirez, il y a désormais plus de choix et plus d'options que jamais. En effet, la période de vente des Obligations d'épargne du Canada a été portée à six mois, à raison d'une émission par mois. Vous pouvez ainsi acheter les Obligations d'épargne du Canada traditionnelles et les Obligations à prime du Canada au moment qui vous semble le plus opportun.

Ces obligations constituent toujours un placement idéal pour mettre une partie de votre portefeuille à l'abri de tout risque en plus d'être garanties à 100 % par le gouvernement canadien. Les Obligations à prime du Canada sont encaissables une fois l'an, à la date anniversaire, tandis que les Obligations d'épargne du Canada traditionnelles, toujours aussi flexibles, sont encaissables en tout temps.

Cette année, vous avez de plus la possibilité d'enregistrer directement vos obligations dans un REER ou dans un FERR. Vous pouvez acheter les Obligations d'épargne du Canada traditionnelles et les Obligations à prime du Canada pour aussi peu que 100 \$ et elles ne comportent aucuns frais de gestion.

3,75 %

An 1

OBLIGATIONS D'ÉPARGNE DU CANADA

Émission 55 – encaissables en tout temps

4,00 % 4,25 % 4,50 %

An 1

An 2

An 3

OBLIGATIONS À PRIME DU CANADA

Émission 4

Encaissables une fois l'an. Taux d'intérêt composé de 4,25 % pour les obligations C détenues pendant 3 ans

Les émissions 55 et 4 sont en vente jusqu'au 1^{er} décembre 1998, partout où vous effectuez vos transactions bancaires ou financières.

NOUVELLES OBLIGATIONS D'ÉPARGNE DU CANADA
BÂTISSEZ SUR DU SOLIDE.

Canada